CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (3e PARTIE)

T2137 - 684 - 10,00 F
3792137010003 06840

ISSN 0026-9433

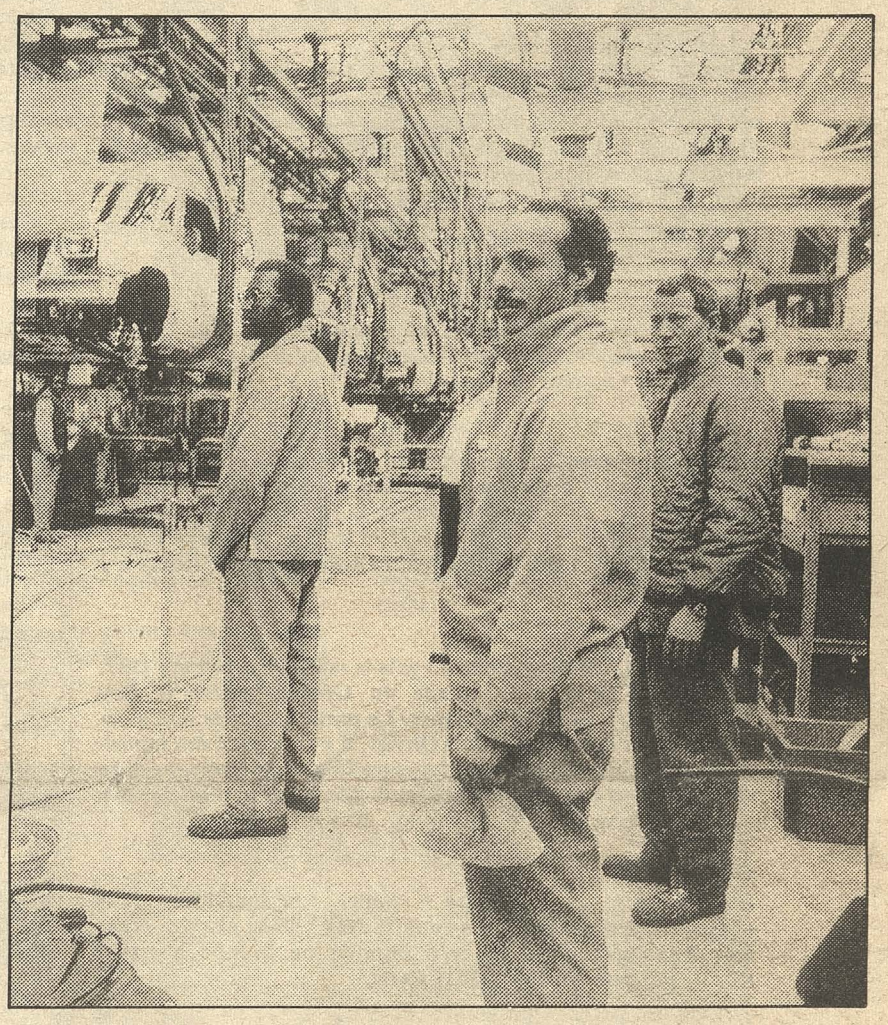
C.I.R.A.

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°684 JEUDI 3 DÉCEMBRE 1987 10,00 F

1986 : UN ÉTUDIANT
1987 : UN TRAVAILLEUR...

Gréviste, la bavure te guette !



Un an après, les étudiants dans la rue

A l'issue de la réunion du 14 novembre à Censier, le Comité national de liaison (C.N.L.) appelait à une manifestation le 26 novembre, pour protester contre le manque de moyens dans l'Education nationale (dont le budget est, cette année, inférieur à celui de l'armée).

Lors de sa réunion des 21 et 22 novembre, le Mouvement des états généraux lycéens (M.E.G.L., à majorité communiste) avait également décidé de participer à cette manifestation.

Le 26 novembre, à Paris, environ 8 000 personnes ont défilé de la place d'Italie en direction de l'Assemblée nationale. Comme prévu, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (F.I.D.L., proche du Parti socialiste) et l'U.N.E.F.-I.D. (à majorité socialiste) boycottaient cette manifestation.

Il est indispensable de souligner la faible mobilisation étudiante par rapport à celle, plus importante, des lycéens qui représentaient en gros 80% du cortège. Certains slogans se limitaient à une vision corporatiste : « *Monory, des sous* », « *Devaquet on t'a eu, le budget on l'aura* ». Heureusement des slogans antimilitaristes, forts nombreux, furent scandés : « *Des sous pour étudier, pas pour les canons* ». Pour nous, anarchistes, il est intéressant de constater que les lycéens et les étudiants commencent à faire le rapprochement entre le manque de moyens pour étudier et les sommes gaspillées par l'armée.

La mobilisation

Si le C.N.L. du 14 novembre appelait à « *une mobilisation sous toutes les formes garantissant l'unité et l'indépendance du mouvement naissant, et à une journée de grèves, de rassemblements et de manifestations dans chaque ville le 26 novembre* », la mobilisation a été très inégale selon les facs : pétitions, manifestations et parfois grève (comme à Lyon, par exemple). Mais elle n'a pas été considérable, car les informations concrètes sur le budget n'ont pas circulé partout.

L'année dernière, la mobilisation s'est faite par une information massive sur le projet de loi Devaquet, et non pas par une coordination nationale parachutée et représentant plutôt des forces politiques que les étudiants.

Pour garantir l'unité et l'indépendance du mouvement, il ne fallait pas une orientation marquée politiquement par le parti communiste, mais des structures locales, coordonnées pour l'information, se regroupant en inter-fac et habilitées à décider des mobilisations.

Centralisme ou fédéralisme ?

Au C.N.L. du 26 novembre, 51 établissements d'enseignements supérieurs (E.E.S.) étaient représentés par environ 150 délégués mandatés lors d'assemblées générales. Le comité de préparation de la manifestation, composé de 21 personnes, est resté à la tribune après avoir fait son bilan.

Son mandat étant terminé, une partie (minoritaire) de la salle demanda sa dissolution. Malgré le départ de deux membres considé-

(Lire la suite page 12)

PRUD'HOMMES
Le 9 décembre, les travailleurs sont invités par l'Etat et par les syndicats à se rendre aux urnes. Quels sont les enjeux ?
PAGE 5

RÉGIONS
Au sortir de l'ère industrielle, la Lorraine va-t-elle devenir une poubelle peuplée de chômeurs ?
PAGE 6

MANIFESTATION, 5 DÉCEMBRE, CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU

Le groupe de la Fédération anarchiste et le collectif anarchiste de Bourgoin organisent un concert le vendredi 4 décembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champ-Fleuri ; avec Véronique Bestel, chanteur et compositeur. Entrée : 5 F (une table de presse sera organisée).

• LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Pèage) :

• samedi 12 décembre, « Antipsychiatrie et éducation libertaire » avec Jean-Marc Raynaud, auteur de « T'are ta gueule à la révo, dires et agirs d'éducation libertaire », et Claude Sigala, animateur du Coral et auteur de nombreux ouvrages consacrés aux lieux de vie.

Ces animations auront lieu de 15 h à 19 h, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tél. : 20.47.62.65), M° Fives (la librairie, la bibliothèque et le service de documentation sont ouverts tous les samedis aux mêmes heures).

• LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » avertit les lecteurs du « Monde libertaire » qu'il anime désormais une émission hebdomadaire sur Radio Campus (99.6 MHz) : « Humeurs Noires », le samedi de 19 h à 20 h. Cette émission comprend des chroniques (antimilitarisme, antiracisme, infos régionales, revue de la presse libertaire...), ainsi que des débats avec des invités sur des thèmes précis (expulsions des Basques, Réseau Solidarité...). Pour tout contact : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

• LILLE

« La voix sans maître », émission hebdomadaire du groupe Benoît-Broutchoux, recevra l'association A.D.A.G.E. (crèche parentale)le vendredi 11 décembre, de 21 h à 23 h (99.6 MHz).

• MELUN

Une réunion-débat, à laquelle est invité un représentant du F.L.N.K.S., sera organisée le vendredi 11 décembre 1987, salle Fenez, 221, rue du Vercors (à côté de la M.J.C.), à Le Mée-sur-Seine (77) à 20 h 30. S.E.M.A.P.H.O.R.E. et le groupe Louis-Lecoin invite ceux qui soutiennent la lutte du peuple kanak à y participer.

• CRÉTEIL

Le groupe de Créteil organise un gala le samedi 5 décembre 1987, à partir de 14 h, 113, avenue du Général-Leclerc (Créteil Village), métro Créteil-Préfecture. La partie spectacle sera assurée par Alain Aurenche et Joël Olivier, il y aura aussi des expositions, une table ronde, un buffet et un film. Vous pouvez retirer *vos invitations à la librairie du Monde libertaire (la participation aux frais est de 40 F).*

• NANTES

Une liaison est en formation à Nantes. Les anarchistes de la région qui désirent entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations intérieures, c/o librairie du Monde libertaire (R.I.), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise une conférence-débat, précédée d'un film vidéo, sur le thème : « La lutte armée dans les sociétés occidentales, analyses et positions des anarchistes ». Le mardi 15 décembre, à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon (1er étage), Angers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement ○ Chèque postal ○ Réabonnement ○ Chèque bancaire ○ Abonnement de soutien ○ Mandat-lettre ○
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

éditions

• RADIO-LIBERTAIRE

Radio-Libertaire a édité une série de 27 badges hauts en couleur, en soutien à la station, au prix unitaire de 5 F et de 20 F les 5. A commander à la librairie du Monde libertaire (siège de Radio-Libertaire), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• BROCHES

Le groupe de la région toulonnaise diffuse des broches : étoile noire ; étoile noire et rouge ; deux mains brisant un fusil (12 F l'unité et 8,50 F à partie de 10 exemplaires). Chèques à l'ordre du numéro de compte 2 724 28 G Marseille (sans aucune autre mention), le port est compris. Adresser à : Centre d'étude et de culture libertaire, immeuble Lamer, rue Montébélio, 83000 Toulon.

• LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » de Lille vient d'éditer une feuille, « Humeurs Noire Graffiti », qui sera bimestrielle (5 numéros par an). Au sommaire : insoumission totale, civile et militaire (où l'on parle d'Eric Hébert et de la militarisation croissante de la société) ; le manifeste pour la garantie des moyens d'existence pour tous (une coordination régionale s'est mise en place) ; un article sur la Palestine « 20 ans après » ; un dossier sur les politiques de l'emploi (T.U.C., S.I.V.P.) ; des nouvelles locales. Le numéro est en vente 3 francs (plus les frais de port). On peut également s'abonner pour 6 numéros (30 francs) auprès du groupe « Humeurs Noires ». Tout soutien financier sera le bienvenu. Adresse : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barbœul. Sur minitel : le R.E.S.O. (16.1.) 20.91.12.37 et envoyez des messages à HUM. NOIRE.

• BOURGOIN-JALLIEU

Le groupe de la Fédération anarchiste et le collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un briquet « Ni Dieu ni maître » (rouge sur fond noir) au prix de vente de 15 F. Pour toute commande : « Contre Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Sept. 87
CONTRE VENTS et marées
Journal d'homme anarchiste de Bourgoin
ERIC HEBERT, militant libertaire et pacifiste, arrêté pour insoumission totale, incarcéré puis et condamné à Lille à 14 mois ferme !!!
NOUS SOMMES EBERLUES !
DRÔLE D'ÉPOQUE :

Le numéro 43 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).

sommaire

PAGE 1 : Un an après, les étudiants dans la rue — **PAGE 2 :** Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Social :** Editorial, Grève des aiguilleurs du ciel, La grève ne se négocie pas — **PAGE 4, Luttes :** Prisons : l'otage oublié, Humeur, Les lycéens manifestent — **PAGE 5, Social :** Elections prud'homales, Les élections vues par la C.N.T. — **PAGE 6, Régions :** L'Europe s'ouvre sur une poubelle, En passant par la Lorraine avec mon masque à gaz — **PAGE 7, Société :** Des Basques aux Kanaks, Nom de Dieu, Du côté des chefs, Communiqué Ballester — **PAGE 8, Dans le monde :** Squatts de Hambourg, Manifestation syndicale en Italie, Roumanie — **PAGE 9, Info. internationales :** Italie, Argentine, Mexique et Colombie, Brèves — **PAGE 10, Expressions :** Interview de Jean Amila, Bibliographie, L'actualité du polar — **PAGE 11, Expressions :** Note de lecture, Programmes de Radio-Libertaire, Communiqué de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** Manifestations étudiantes, François Rigal et Maurice Duval : l'appel du Comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986, Historique du mouvement étudiant.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une série de neufs cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• 2 décembre : Anarchisme et révolution.
• 8 décembre : Comment lutter aujourd'hui ?

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e.

Fédération anarchiste

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHE-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTE-D'OR

Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffle, 61, rue Jeannin, Dijon.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 11 h à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Durruti » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Groupe « Emma Goldman » de Bordeaux : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél : [16] 56.81.01.91).

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, et le samedi, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, métro Fives (répondeur téléphonique au [16] 20.47.62.65) ; les mercredis, de 12 h 30 à 13 h 30 à l'Université de Lille III (Pont-de-Bois) ; et les dimanches, de 11 h à 12 h, sur le marché de Wazemmes.

Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M° République). Adresse postale : groupe F.A., c/o Bernard Lebœuf, B.P. 79, 59370 Mons-en Barœuil.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre dlsposition au (16) 35.70.61.64.

• SOMME

Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».

• VAR

Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VENDÉE

Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1e et 3e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

RÉGLEMENTATION

Le droit de grève, ça se prend !

LA réglementation du droit de grève doit-elle être définie dans un cadre législatif ou par la jurisprudence pénale ? Après la décision du tribunal de Bobigny (déclarant illégales les revendications — et la grève — à Air Inter), puis la déclaration du président de la République (rappelant la garantie constitutionnelle de la grève), le débat est désormais ouvertement d'actualité. Les médias s'empressent d'y accorder une large place et, dès lors, chacun dans la classe politique et parmi les leaders syndicaux y va de sa petite phrase.

Réglementer la grève !

Mais sans vouloir minimiser les enjeux d'un tel débat, nous constatons que tous, aussi bien à gauche qu'à droite, semblent s'accorder sur la nécessité de réglementer le droit de grève et soulignent l'absence de cadre, le vide juridique. La question fondamentale : faut-il réglementer le droit de grève, passe ainsi à la trappe, et on essaie de noyer le bébé dans l'eau du bain. L'histoire de la grève, c'est l'histoire même du mouvement ouvrier, celle du choc et des rapports de force entre deux mondes antagonistes. Le débat actuel se situe en pleine période de mutation, de l'appareil productif comme des mentalités, où l'intégration de secteurs entiers du syndicalisme le dispute à une répression extrêmement dure et à de forts mouvements revendicatifs. Si les entraves à la grève sont une constante de l'histoire patronale, elles se multiplient et s'intensifient aujourd'hui. Ces derniers mois, on ne compte plus les licenciements de grévistes ; les dommages et intérêts obtenus par le patronat auprès des tribunaux pour faits de grèves ; les licenciements de militants syndicaux ; les agressions de la police ou des nervis.

Dans la fonction publique, c'est la remise en cause de la grève, par des mesures draconiennes de désignations et d'extensions farfelues du service minimum. Plus généralement, c'est toute la contestation qui est sauvagement réprimée. De meilleures conditions d'études, toujours pas obtenues, ont coûté 180 blessés (dont six grièvement) et un mort au mouvement étudiant. Moins d'un an plus tard, pour de meilleures conditions de vie, le militant cégétiste Lucien Barbier a été tué par les matraques policières.

Si les attaques du patronat et du pouvoir s'intensifient, les ripostes du mouvement ouvrier organisé n'ont pas suivi la même pente au long de ces 15 dernières années.

En 1972, nous étions 200 000, à Paris, pour enterrer Pierrot Overney (maoïste, tué par un vigile à Renault Billancourt) ; nous étions déjà moins nombreux après l'assassinat de Pierre Maitre, tué au cours d'un piquet de grève par les nervis patronaux de la C.F.T. (qui a dû ensuite changer de sigle) à Reims. Le 10 décembre dernier, pour Malik Oussekine, pour la première fois depuis bien longtemps, des militants C.G.T., C.F.D.T. et F.O. en grève manifestèrent côte à côte sous la même banderole.

Lucien Barbier n'a eu droit qu'à une minute de silence. La grève générale pour 24 heures aurait été une réponse plus digne pour l'honneur du syndicalisme, et surtout plus significative dans le climat anti-grève actuel.

« Ringarde et dépassée »

Mais il est vrai que tout ceci semble de moins en moins concerner certains leaders syndicaux. A commencer par le président-directeur général de la C.F.D.T., lui qui déclarait il y a quelques années que la grève était « *ringarde et dépassée* ». Une jolie casserole que cette phrase qui assure qu'Edmond Maire passera, grâce à elle, à la postérité.

Mais la vraie question sur la grève, c'est que tous les grands moments de l'histoire ouvrière (et toutes les grandes améliorations sociales) se sont toujours situés hors de toute réglementation existante. A commencer par le droit de grève, arraché par des années de luttes et de grèves illégales.

Les occupations d'usines en 1936 ? Illégales. Les grèves avec occupation en 1968 ? Illégales. La grève des cheminots l'an dernier, sans préavis ? Illégale. Et toute la multitude des grèves sauvages, sans préavis, incontrôlées, avec ou sans occupation, parfois avec séquestration ? A chaque fois que les travailleurs ont été déterminés, les barrages légaux se sont effondrés.

Certes, la grève mise hors la loi, ou en liberté surveillée, risque d'étouffer la contestation dans les usines pendant un temps. Mais gare aux grèves qui éclateront, elles n'en seront que plus sauvages, incontrôlables, déterminées. Le droit de grève, ça se prend. Nous vivons une époque qui n'a pas fini d'être formidable ; alors légale ou pas, préparons la prochaine.

Gérard COSTE
(Gr. Sabate)

JUSTICE

Grève et capital

LA grève en France est un droit constitutionnel. Pourtant cela porte préjudice à la propriété, puisque la grève c'est « *refuser d'honorer un contrat de travail* »... C'est dire que le fait, qui a précédé le droit, a pu, au début du siècle en France, enfoncer le coin dans la justice bourgeoise... Dans d'autres pays le rapport des forces n'est pas le même, à la fois sur le terrain et dans l'opinion publique. Ainsi aux Etats-Unis, Ronald Reagan a gagné contre la grève des aiguilleurs du ciel avec l'obtention juridique d'un licenciement massif et, en Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a changé la loi anglaise pour criminaliser la grève des mineurs.

Le tribunal de Bobigny avait ordonné, samedi 21 novembre, la suspension du préavis de grève déposé par le S.N.O.M.A.C. (Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile) et le S.N.P.L. (Syndicat national des pilotes de ligne).

La cause en était le refus des syndicats de piloter à deux (au lieu de trois auparavant) les Airbus A-320, ce qui était prévu par le constructeur et la compagnie. Le tribunal a estimé que « *les syndicats envisagent d'exercer leur droit de grève d'une manière abusive et de créer un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser.* » Tous, de Maire à Bergeron, en passant par Krasucki, se sont élevés contre cette atteinte structurée au droit de grève. En relevant que bientôt il faudrait demander à un tribunal si on peut faire grève !

Entre le respect de la propriété privée du profit capitaliste et le droit à la grève, la justice de classe juge-t-elle selon les intérêts des travailleurs ?

Les intérêts en jeu

Quand les mouvements sociaux sont en hausse, le droit des travailleurs fait irruption dans la législation sociale, bien malgré les tenants du capitalisme. Ceux-ci voudraient que la grève soit effectuée de manière « concertée », sans que cela nuise à ses intérêts. Prendre part au « débat démocratique » qui agite l'hexagone ça peut aller, mais en dehors des heures de production !

Ainsi on s'adresse au citoyen, formule sociale vague, au détriment de la conception de travailleur. Bien sûr les choses ne sont pas aussi tranchées qu'au début du siècle, mais il y a toujours d'un côté ceux qui ont un salaire mensuel et de l'autre ceux qui ont le droit d'embauche et de licenciement...

Le 30 novembre, la C.G.T. a manifesté pour la défense du droit de grève, on aurait pu espérer un front syndical commun, c'est tout l'avenir du mouvement ouvrier qui est en jeu !

A. PIERRE

Editorial

DEUX otages français du Liban, Jean-Louis Normandin et Roger Auque, ont donc été libérés samedi dernier. Il en reste hélas ! pour de futures tractations : trois en ce qui concerne la France, quinze autres non-libanais et combien de citoyens de ce pays ? Des centaines, certainement, qui n'ont pour seul tort que d'être chrétiens, chiites, sunnites ou d'origine palestinienne.

Jadis, un otage était une personne ou une ville qu'un prince remettait comme garantie de ses promesses ou d'un traité. Certains étaient volontaires, d'autres non. Mais n'est-ce pas le propre du Liban d'être redevenu un pays moyenâgeux, avec ses rois, leurs vassaux plus ou moins obéissants, et ses bandes armées tantôt alliées, tantôt adverses.

Est-il besoin de préciser que cette situation est dûe à des causes nationales : entre autres, la suprématie politique et économique d'un groupe confessionnel, trop longtemps supportée ; et internationales : volonté impérialiste de grands seigneurs ou de plus petits, voisins lorgnant depuis longtemps sur ce pays qui fut naguère riche. Tous les Etats qui comptent dans la région ont joué au Liban, et la France ne fut pas la dernière, riche de son passé de puissance tutélaire. Elle continue, favorisant dans une atroce guerre l'Irak au détriment de l'Iran, sacrifiant la liberté de quelques pions pendant de longs mois pour des intérêts financiers et stratégiques.

Comment s'étonner que le fanatisme religieux réagisse avec les moyens qu'il possède : c'est-à-dire le chantage au sacrifice de la vie humaine. Alors c'est donnant donnant, horrible troc : un otage contre une promesse. Deux otages contre le départ de France du chef des Moudjahidins du peuple iranien (opposé au régime des ayatollahs). Deux otages contre le remboursement à l'Iran de 330 millions de dollars, règlement partiel d'un prêt au temps du Shah. Contre quoi aujourd'hui ? La libération du commando ayant tenté d'assassiner le dernier chef du gouvernement impérial iranien (une voisine et un policier tués) ; la fin du soutien à l'Irak ou, à défaut, des fournitures plus ou moins clandestines d'armes ; le solde du différent financier ; ou bien la « libération », le dimanche 29 novembre au soir, de l'inquiétant Wahid Gordji, otage « volontaire » à l'ambassade d'Iran à Paris, suffira-t-elle.

Tous ces marchandages peu reluisants se livrent sur fond de politique intérieure française, d'hypocrisie diplomatique (on traite avec l'O.J.R., pas avec le commanditaire qui nie tout lien), de remerciements au seigneur syrien qui ne peut rien faire, mais sans qui rien ne pourrait être fait. Sans oublier, bien sûr, les indispensables et innombrables intermédiaires : ancien agent secret ayant repris du service, trafiquants d'armes, hommes d'« affaires », etc.

Et dire que certains démocrates n'hésiteront pas à parler d'anarchie au Liban, alors que c'est justement la multiplication des autorités, s'octroyant un pouvoir quelconque par la force des armes... ou par les « garanties » qu'elles ont pu enlever. Nulle anarchie en ce Moyen Âge, mais le pouvoir des saigneurs de la guerre !

en bref...en bref...

• DÉTENTION ABUSIVE. Roberto Gemignani, militant anarchiste italien, emprisonné abusivement en France depuis décembre 1986, est toujours maintenu en détention malgré le caractère politique de son incarcération (confirmé par la Cour d'appel de Paris). Son état de santé est critique. Ecrivez à Roberto Gemignani, n° 76 5204, 2e division, maison d'arrêt de Fresnes, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes. Pour le soutenir : Comité de contre-information et de solidarité, B.P. 175, 75963 Paris cedex 20.

• STAGE. Le C.E.R.I.S.E. organise le samedi 5 décembre, de 14 h à 22 h, un stage de maquettage sur les thèmes : journal (conception, mise en page) et affiche. La participation aux frais est de 70 F (buffet compris en début de soirée). L'adresse : 77, rue des Haies, 75020 Paris.

• INITIATIVE. Une véritable « Maison de la culture alternative » en Ariège. C'est à ce projet ambitieux et fort sympathique que s'attaque l'association « le Mille Pattes », créée par des Ariégeois décidés à prendre la vie culturelle de leur région en main. Les moyens : une cotisation de 100 F par mois pendant un an sur un compte bloqué, versée par toutes les personnes intéressées par ce projet. Le but : un véritable lieu de vie culturel avec bistrot-salle de spectacle ; ciné club ; stages de tous ordres ; rencontres cinématographiques, musicales ou à propos d'un livre... Une adresse : « le Mille Pattes », 74, avenue Fernand-Loubet, 09200 Saint-Girons.

• PRUD'HOMMES. La C.N.T. de la région parisienne vous convie à venir débattre de cette institution. Ce débat aura lieu le vendredi 4 décembre, à 20 heures, 33, rue des Vignoles, Paris 20e, métro Avron ou Buzenval.

• REVUE. Le numéro de novembre-décembre de la revue libertaire « Noir et Rouge » vient de paraître. Au sommaire : contre Le Pen, pas de détails ; La farce tranquille... ça continue ; « O racines », une coopérative de produits biologiques ; un dossier sur les réalisations et les luttes du mouvement anarcho-punk. En vente à la librairie du Monde libertaire.

• REVUE. Vous pouvez aussi trouver au 145, rue Amelot, le dernier numéro d'« Article 31 ». Au sommaire de cette revue : F.N., un programme anti-syndical ; l'intégrisme chrétien ; « Vigilance », de M.-J. Chambart de Lauwre ; Afrique du Sud, des convergences.

• L'association Forum organise le jeudi 10 décembre, à 20 h, au Centre culturel « Le Bournot » (Aubenas en Ardèche) une réunion-débat sur la Kanaky, avec la participation d'étudiants kanaks.

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

PRISON

Thierry Chatbi : un otage oublié...

« On le laisse crever comme un chien. Si dans la rue, on voyait un type dans cet état, on le ramasserait. En prison, on referme la grille, on ne le ramasse même pas quand il tombe ». Viviane Guenet, compagne de Thierry Chatbi, revenait du parloir de la prison de la Santé quand elle nous a tenu ces propos. « *Au bout de dix jours de grève de la faim et de la soif, il ressemble aux photos de rescapés de camps de déportation ; il a la langue blanche, il ne tient plus debout, et en plus il risque très bientôt des séquelles irréversibles : les reins peuvent se bloquer, il peut devenir aveugle... Mais comme il ne veut pas se laisser enterrer vivant, il n'a pas l'intention d'arrêter* ».

Le poids du passé

Thierry Chatbi a commencé sa grève de la faim et de la soif le 19 novembre dernier, pour protester contre dix-sept mois de prison qui lui ont été infligés avant jugement (pour une affaire compliquée, truffée de témoignages contradictoires et d'aberrations). Mais il semble surtout que Thierry paie pour un passé judiciaire lourd : condamné à dix ans de prison pour complicité, lors d'un règlement de compte où un homme avait trouvé la mort, il a purgé sept ans et demi de centrale.

Un mois après sa libération, il est de nouveau condamné, à trois ans de prison (dont huit mois avec sursis) pour le cambriolage d'un appartement. Il y reste quatorze mois, tente une évasion où il se blesse gravement. Libéré en 1985, il passe onze mois en liberté, puis retombe pour une sombre histoire de clés d'un garage où des pièces ont été volées, verdict : dix mois.

Durant sa détention, un petit loubard que Thierry connaissait est arrêté dans le cadre de l'enquête sur le « gang des postiches ». Dans un premier temps, il reconnaît avoir volé des voitures servant à des braquages. Dans un deuxième temps, il affirme avoir donné les clés de ces voitures à Thierry Chatbi, lequel se retrouve inculpé de « *fourniture de moyens et d'association de malfaiteurs* ».

Un coupable idéal

Tout donne à croire que les enquêteurs se sont réjouis de trouver un coupable idéal. Les témoins d'un braquage avaient vu un homme de type maghrébin, mais Thierry n'est pas du tout typé physiquement. Les témoins ne l'ont d'ailleurs pas reconnu. Qu'importe ! L'accusateur est revenu sur ses déclarations. Aucune importance ! L'accusation de fourniture de moyens s'est transformée ensuite en vol de voiture, sans que la charge soit levée. Thierry a-t-il volé une voiture ou a-t-il fourni une voiture dont on lui a donné les clés, il faudrait savoir ? Mais non ! Le juge ne veut rien savoir. Thierry est en prison, alors qu'il devait être libéré au mois d'août. Dehors, son amie et trois enfants qu'il adore l'attendent. De quoi donc engendrer suffisamment de désespoir pour risquer sa peau, dans des souffrances qu'on préfère ne pas imaginer.

Cet article est écrit le jour de la libération de deux otages du Liban — dont nous nous réjouissons, bien sûr. Mais le silence fait sur l'agonie de Thierry Chatbi, otage de l'administration pénale française, et sur les milliers de détenus qui n'ont que la mutilation et la mort comme recours, ce silence est criminel.

Pascale CHOISY

Communiqué de Thierry Chatbi

Il y a dix-sept mois que je suis en prison. Dix-sept mois emprisonné, bien que je sois innocent des faits qu'on me reproche. Dix-sept mois malgré tous les éléments qui prouvent mon innocence. Dix-sept mois sur la seule fois de témoignages manipulés. Dix-sept mois, parce qu'un juge a décidé d'instruire à charge et uniquement à charge (...)

Qui a dit qu'en « droit français » le bénéfice du doute va à l'accusé ?

Ce sont eux les assassins, ceux qui assassinent les libertés ! J'ai cessé de faire confiance à cette justice, cette justice qui épargne les nantis, les Chaumet, les Nucci ou les Michel Droit, et qui écrase les plus faibles, les plus démunis.

Aujourd'hui, ma confiance, je la place dans ma lutte, je la place dans la solidarité qui s'exprime à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons.

Thierry CHATBI

Pour tout contact : Commission Prison-Répression, c/o C.D.R., B.P. 771, Paris cedex 03 (tél. : 42.46.59.30).

LYCÉE

La difficile mobilisation...

LES 21 et 22 novembre, une coordination lycéenne, appelée par le M.E.G.L. (Mouvement des états généraux lycéens, théoriquement indépendante bien que la grande majorité de ses membres soit aux jeunesses communistes) a réuni 80 délégués venant de 34 départements appelé à la manifestation du 26 novembre et à des luttes locales et départementales, pour exiger une hausse du budget de l'Education nationale.

Le jeudi 26 novembre, après la manifestation (qui a rassemblé, à Paris, 8 000 personnes, lycéens en grande majorité) une autre réunion de la coordination lycéenne, représentant uniquement des lycées de la région parisienne, s'est tenue pour décider des formes que prendront les prochaines luttes. Les lycéens ont insisté sur la mauvaise circulation des informations, et ont préféré que chaque lycée adopte la forme de lutte la plus appropriée (assemblée générale d'information, grève, débrayage, manifestations, sensibilisation, etc.). Une action a été prévue pour le lundi 30 septembre.

Le « mythe » lycéen

Mais, en général, les lycées se sentent peu concernés par le budget, qui est pourtant un thème beaucoup plus important que la loi Devaquet, ceci pour diverses raisons, et tout d'abord une très mauvaise information : la manifestation du 26 novembre, par exemple, a été préparée en trois jours. Les informations sur le budget sont très minces, et cela n'a pas favorisé la mobilisation. La presse aussi en parlait très peu, ou donnait carrément de fausses informations. De nombreux lycéens crient à la manipulation communiste (1) et ont peur de rouler pour le P.C.F. en manifestant.

Mais la principale raison reste le thème lui-même, le budget ne touche pas directement les lycéens en tant qu'individus : en effet, ils pensent que cela ne les empêchera pas de passer le Bac, de réussir leur vie, alors que la loi Devaquet représentait, pour eux, un frein à leur avenir. On voit ici le caractère individualiste et corporatiste du mouvement de l'année dernière, qui n'était donc ni une certaine prise de conscience ni une révolte contre le système éducatif (et encore moins la société).

Il faut dire qu'un sentiment d'impuissance existe parmi les lycéens : « *Il est impossible de recevoir plus de fric, le gouvernement ne cédera pas* ». Donc, à quoi bon faire grève ! C'est pour cela que le mouvement, cette année, n'est pas très important. Seuls les bahuts rencontrant de graves problèmes (salles inondées, plafonds écroulés, absence totale de matériel) semblent se mobiliser.

Malgré tout, une coordination nationale lycéenne devait se réunir le mercredi 2 décembre, pour faire le point.

Alex (C.L.É.A.-Paris)

(1) Le slogan : « De l'argent pour l'éducation, pas pour le surarmement » *a bien été lancé par le P.C.F., le seul parti à ne pas avoir voté le budget militaire. C'est ainsi que l'on peut crier à la récupération démagogique communiste, le P.C.F. sachant très bien que dans cette société la réalisation de ce slogan est impossible. On peut aussi remarquer le « sur » devant armement.*

HUMEUR

Les bons pères de la C.F.D.T.

AU lendemain de la Libération, les bons pères de la C.F.T.C. déclarèrent fiasco. Ils allaient dissoudre la C.F.T.C. Sauf le groupe de recontruction, qui continua le combat. Courageux, plein de foi religieuse évidemment, intelligent, le syndicat papiste se reconstruisit. Dans les taules, il y avait peu de syndiqués C.F.T.C. Le monde ouvrier laissa choir l'anticléricalisme. Dans les centrales, la première, Force ouvrière leur tendit la perche ; elle fit cause commune avec eux contre la C.G.T. « cocotisée », et la C.F.T.C. prit du poids et vit à nouveau le jour. Mais il fallait se reconvertir devant la masse des ouvriers immigrés, devant la déchristianisation ; il fallut un projet politique et ce fut la déconfessionnalisation. Et la C.F.D.T. apparut, mi-syndicat, mi-parti, bizarre conglomérat d'un type nouveau, avec l'aide, sur le plan politique, du P.S.U. Comme chacun sait, ou devrait le savoir, le P.S.U. est une organisation fondée par Jésus-Christ !

Très adroitement, le projet prit forme. La C.F.D.T. devint autogestionnaire, cogestionnaire en réalité. Elle grossit avec des troupes jeunes ne marchant pas toutefois au diapason de la direction. On met toujours en avant des projets libertaires, qui sont latents dans le populo, pour attirer les foules. Ce fut alors le beau temps de l'autogestion de façade, avec un étatisme profond inavoué. On le vit bien lors des accords de Grenelle, que la C.F.D.T. signa elle aussi. Elle fit réembaucher, comme les autres centrales, les ouvriers en Mai 68 souvent contre leur volonté. Ainsi que l'a démontré Bakounine dans sa brochure *Dieu et l'Etat*, l'Etat est indissociable de Dieu, et inversement. S'il y a un Etat, il n'y a pas d'autogestion, il n'y a pas à sortir de là.

Un tas de braves gens sympathiques et tout et tout marchèrent dans la combine de la décentralisation de la C.F.D.T. Edmond Maire disait qu'il faisait un parti pour la classe ouvrière ; on vit alors le noyautage par le Parti socialiste, via le P.S.U., et tous finirent à confesse. Où sont donc passé les sociaux-démocrates d'antan, cette ethnie en perdition qui nous amena bien des déboires. Et aujourd'hui, à la C.F.D.T., la farce est finie. On baisse les masques. Adieu l'autogestion.

Les soixante-huitards ont vieilli, ils sont devenus permanents. Ils font gaffe à leur place, la gamelle ça compte. Les gueulards sont foutus à la porte, les autres la bouclent. On vit même un Indien clandestin osant tout juste annoncer la couleur (1). Les bons pères ont compris que le centralisme démocratique, comme à la C.G.T., avait du bon et que le fédéralisme était un danger.

On s'est même laissé dire du côté de la Libre Pensée que les bons pères se sont adjoints des membres de l'Opus Dei, secte espagnole fondée pour la rechristianisation du monde, par tous les moyens. La C.F.D.T., après les petits boulots pour résoudre le problème social, nous étonnera toujours. Mais, comme Dieu, elle a bien du plomb dans l'aile !

PAULO

(1) Texte d'opposition interne à la C.F.D.T. signé « Géronimo ».

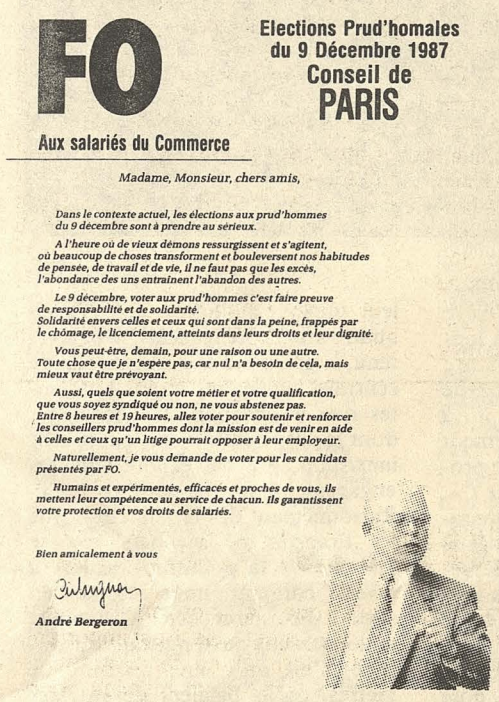
PARTICIPATION

Ne tirez pas sur les prud'hommes !

Les élections prud'homales, chaque fois qu'elles se présentent, sont l'occasion de prises de positions diverses parmi les libertaires. La problématique de la participation, ou non, à une instance jugeant les conflits du travail rejoint celle de l'articulation de revendications à court terme avec des objectifs à long terme. Les deux points de vue essentiels sont rappelés ici, laissant au lecteur le soin de se faire une opinion...

La rédaction

ON aurait tort de ne prendre l'élection des Conseils de prud'hommes que comme un épisode de la guerre électorale que se livrent les grandes organisations syndicales à intervalles réguliers, entre l'élection des délégués du personnel et celle des comités d'entreprise ou des commissions paritaires.



FO

Elections Prud'homales
du 9 Décembre 1987
Conseil de
PARIS

Aux salariés du Commerce

Madame, Monsieur, chers amis,

Dans le contexte actuel, les élections aux prud'hommes du 9 décembre sont à prendre au sérieux.

A l'heure où de vieux démons ressurgissent et s'agitent, où beaucoup de choses transforment et bouleversent nos habitudes de pensée, de travail et de vie, il ne faut pas que les excès, l'abondance des uns entraînent l'abandon des autres.

Le 9 décembre, voter aux prud'hommes c'est faire preuve de responsabilité et de solidarité.
Solidarité envers celles et ceux qui sont dans la peine, frappés par le chômage, le licenciement, atteints dans leurs droits et leur dignité.

Vous peut-être, demain, pour une raison ou une autre. Toute chose que je n'espère pas, car nul n'a besoin de cela, mais mieux vaut être prévoyant.

Aussi, quels que soient votre métier et votre qualification, que vous soyez syndiqué ou non, ne vous abstenez pas. Entre 8 heures et 19 heures, allez voter pour soutenir et renforcer les conseillers prud'hommes dont la mission est de venir en aide à celles et ceux qu'un litige pourrait opposer à leur employeur.

Naturellement, je vous demande de voter pour les candidats présentés par FO.

Humains et expérimentés, efficaces et proches de vous, ils mettent leur compétence au service de chacun. Ils garantissent votre protection et vos droits de salariés.

Bien amicalement à vous

André Bergeron

Il est certain que le renouvellement des conseillers s'opérant en une seule fois confère à cette opération valeur de test national pour la représentativité syndicale auprès des salariés du privé. L'impact psychologique résultant de la progression de tel syndicat ou du recul de tel autre rejaillit évidemment sur la perception qu'auront les salariés de ces organisations. Mais ces considérations ne doivent pas diminuer l'importance de la désignation par les salariés de représentants capables de défendre leurs intérêts.
intérêts.

Juridique certes, mais utile

Les prud'hommes sont-ils une juridiction ordinaire, un des rouages d'une justice de classe utilisant des textes de lois édictés par l'Etat pour faire régner l'ordre et l'harmonie dans les relations du travail ? Etablir une équivalence avec les tribunaux civils composés de magistrats professionnels, formés à l'école du Code pénal, serait abusif et erroné.

Sont-ce les Conseils de prud'hommes qui rendent les jugements remettant en cause le droit de grève ? Non, ce sont les tribunaux civils. Les Conseils de prud'hommes ont à juger des conflits entre employeurs et salariés. La plupart des procédures (95%) y sont portées par des salariés, ce qui fait de ce tribunal particulier le lien privilégié pour obtenir réparation d'un préjudice subi pour non-respect des lois régissant le travail. Les patrons, eux, préfèrent porter les différents qui les opposent à leurs salariés, essentiellement dans des cas de conflits collectifs, devant les tribunaux professionnels qui sont plus ouverts à la défense de leurs intérêts.

La plupart des contentieux (85%) concernent des entreprises de 50 salariés, c'est-à-dire où il n'existe pas de représentation collective des travailleurs. Si l'existence dans l'entreprise d'un syndicat capable de défendre les salariés contre l'arbitraire patronal constitue bien le moyen de pression le plus efficace, les prud'hommes constituent le dernier recours (et souvent même le premier et unique recours) de salariés isolés. Pour ces millions de salariés des P.M.E., la plupart du temps sans possibilité de défense syndicale, les prud'hommes constituent bien l'unique moyen, sinon d'obtenir le respect des lois du travail, du moins d'obtenir des compensations (paiement des arriérés de salaires dûs, indemnités de licenciement, etc.).

Bien sûr cette démarche n'est pas entièrement satisfaisante. En particulier il ne faut pas en attendre de miracles. Les conseillers, qu'ils soient représentants des salariés ou des patrons, ne sont chargés que d'appliquer strictement les règles complexes du Code du travail. En aucun cas ils ne pourront rendre des jugements apportant une innovation qui fera ensuite jurisprudence. C'est la principale limite de cette institution et c'est sans doute la limite de toute institution à caractère paritaire, qui ne peut fonctionner que sur la base de règles communément admises.

Les Conseils de prud'hommes ne sont pas la panacée, mais ils constituent un des éléments de la panoplie du militant syndical pour faire progresser le respect des droits des salariés. La construction de syndicats dans les entreprises et l'action directe des salariés restent les plus sûrs moyens de faire respecter la loi par les patrons, et même d'aller plus loin que ce seul respect des textes.

Les acquis de l'histoire

Reste l'argument de l'électoralisme. Les anarchistes peuvent-ils cautionner un système d'élection pour assurer la représentation des salariés ? Bien sûr il ne faut pas confondre ce type d'élection avec le suffrage universel que nous condamnons parce qu'il prétend qu'il existe un terrain d'entente possible entre toutes les classes sociales, qu'il existe un intérêt général qui conduit à désigner tous ensemble les dirigeants politiques. Lorsqu'une élection, fût-elle à bulletin secret, ne concerne qu'une classe sociale bien précise dont nous considérons qu'elle a effectivement des intérêts communs, des intérêts de classe, celle-ci n'est pas entachée par les tares du suffrage universel.

Les anarcho-syndicalistes ont joué un rôle dans l'évolution positive des Conseils de prud'hommes. Ceux qui ont participé à la naissance du mouvement syndical en France ont revendiqué une modification des règles héritées du Second Empire. En 1907, ils ont obtenu la parité totale des conseils, la présidence en alternance, la gratuité totale pour les plaignants, l'éligibilité pour les femmes et aussi la mise en chantier de la rédaction du Code du travail pour faciliter la connaissance des règlements pour les ouvriers.

Nos prédécesseurs étaient déjà parfaitement conscients des limites d'une telle juridiction, mais ils ne renoncèrent pourtant pas à y siéger. On peut même dire qu'une telle idée ne leur avait jamais effleuré l'esprit ; car ils étaient aussi conscients de leurs propres faiblesses et de l'incapacité des syndicats à être présent dans toutes les entreprises !

Nous n'avons vraiment aucune raison de revenir sur ce jugement. Le pire qui pourrait nous arriver serait que les syndicats jaunes entrent dans les Conseils de prud'hommes. Nous avons toutes les raisons de nous méfier des organisations syndicales actuelles qui nous ont trop habituée à défendre mollement les intérêts des travailleurs. Il s'en trouve malgré tout un grand nombre qui, il faut le reconnaître, remplissent ces fonctions ingrates avec un réel dévouement pour la cause ouvrière. Ils ne méritent vraiment pas qu'on assimile leurs candidatures du 9 décembre à celles des politiciens en quête d'honneurs et de pouvoirs. Ne tirez pas sur les prud'hommes (du moins les salariés), vous en aurez peut-être besoin un jour.

LEPETIT

ÉLECTIONS AU CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS
scrutin du 9 décembre 1987
SECTION : INDUSTRIE, COMMERCE, AGRICULTURE, DIVERS
COLLÈGE : SALARIÉS

CGT

PARLONS JUSTICE, DROITS, LIBERTÉS

BOYCOTT

Les travailleurs ne s'émanciperont pas en élisant leurs juges

UNE fois encore, le 9 décembre 1987, les travailleurs sont invités à voter pour élire les conseillers prud'homaux. En 1987, comme en 1979 et 1982, rares sont les thèmes syndicaux qui font l'unanimité dans leur principe comme parviennent à le faire les élections prud'homales. Etat, patrons et syndicats sont unis pour envoyer voter. Et pour cela, ils y mettent les moyens.

Quelle justice ?

Les Conseils de Prud'hommes, qui n'ont à connaître que des litiges individuels nés de l'exécution du contrat de travail (dont plus de 60% à la suite d'un licenciement), appliquent une législation bien précise : le droit du travail. Celui-ci est un droit de la société capitaliste, conçu par elle, pour le meilleur fonctionnement possible. Il n'est pas moins bourgeois que le droit civil ou le droit commercial. Présenté comme une protection des travailleurs par le pouvoir, il n'a que subsidiairement cette fonction. Présenté comme une conquête ouvrière par les syndicats, il n'est qu'une concession de l'Etat qui s'arrange toujours pour détourner cette prétendue conquête ou la récupérer.

Outre que le droit qu'il applique est un droit de classe, un droit qui permet l'exploitation de l'homme par l'homme, le tribunal des prud'hommes est lui-même inséré dans un système judiciaire de censure (appel et cassation), qui fait du paritarisme si souvent avancé de toute façon un leurre. Sachant que le conseil est composé d'un nombre égal de juges employeurs et salariés ; en supposant que les juges salariés prennent systématiquement le parti des travailleurs — ce qui, jusqu'à présent, n'était pas la règle — et les juges employeurs celui des patrons ; la loi prévoit, pour faire une majorité, l'intervention du juge départiteur, juge d'instance, juge professionnel.

Quels enjeux ?

Pour l'Etat, l'enjeu de ces élections est clair : enfermer toujours davantage les syndicats dans un carcan étatique. En les obligeant à appliquer eux-mêmes ses lois, il leur interdit toute remise en cause globale du système. Pour les syndicats, c'est le moyen de mesurer leurs forces en cette période de crise du militantisme syndical. Il s'agit, pour chacune des grandes confédérations, de prouver que, malgré la baisse du nombre de leurs adhérents, elles gardent le soutien des salariés. Il s'agit donc, avant tout, d'un test de représentativité.

Avant même le scrutin, les « observateurs » mesurent la puissance des organisations syndicales au nombre de candidats qu'elles présentent. Ainsi, chaque organisation devait présenter au minimum 7 436 candidats et au maximum 14 872 pour afficher complet. A ce jeu, la C.F.D.T. arrive bonne première avec 14 200 candidats ; suivent la C.G.T. avec 13 500 candidats, F.O. avec 12 770 candidats, la C.G.C. avec 10 845 candidats ; enfin la C.F.T.C. en présente 9 700. Au total, ce ne sont pas moins de 61 000 militants qui sont détournés d'une véritable action syndicale, pour se faire les complices de la justice étatique.

D'ailleurs, l'Etat ne s'y trompe pas : pour soutenir l'effort méritoire des appareils syndicaux, il leur verse une coquette subvention. Ainsi, les centrales syndicales représentatives se partagent 9,6 millions de francs (contre 8 millions en 1982), soit : 2,4 millions de francs pour la C.G.T., F.O. et la C.F.D.T. ; 1,2 millions de francs à la C.F.T.C. et à la C.G.C. De quoi nourrir de nombreux permanents !

La C.N.T. face aux prud'hommes

Comme en 1979 et 1982, la C.N.T., lors de son congrès de mai 1987, a réaffirmé son opposition à l'institution prud'homale. Pour nous, trois raisons de principe motivent ce refus :

- un travailleur n'a pas à s'associer avec un patron, pour juger un autre travailleur ;
- un travailleur n'a pas à élire des juges du système judiciaire capitaliste ;
- un travailleur n'a pas à appliquer et à se soumettre au droit du travail bourgeois.

Cette dernière raison trouve toute son actualité à l'heure où, une nouvelle fois, ce droit et cette justice interdisent aux salariés d'Air Inter de faire grève. A ces raisons de principe s'ajoute notre analyse de la situation actuelle. La C.N.T. continue de croire que, face aux nouvelles poussées du capitalisme, le rôle des syndicalistes est de favoriser la riposte des salariés et non de dépenser leur énergie dans les institutions étatiques.

Pour autant, la C.N.T., fidèle en cela au syndicalisme révolutionnaire, fait preuve de pragmatisme. Quand, c'est malheureusement trop souvent le cas, les conditions ne permettent pas de créer une mobilisation à l'intérieur de l'entreprise, nous assistons les salariés devant les Conseils de prud'hommes. Nous avons aussi gagné, en tant que C.N.T., contre l'E.D.F., devant le conseil de prud'hommes de Paris ou contre Bouygues-Offshore, pour ne citer que ces deux exemples. Mais il n'est pas question pour nous de vanter la justice prud'homale. Nous avons tous connaissance d'affaires perdues par des salariés, contre toute attente au regard de la législation.

Pour la C.N.T., dont les militants boycotteront les élections prud'homales, la tâche principale est de permettre l'émergence d'une alternative syndicale.

ETIENNE
C.N.T.-Paris

MOSELLE

En passant par la Lorraine

QUELLE chance d'être Lorrain, et plus précisément d'habiter le nord-est de la Moselle ! Dans un rayon de quarante kilomètres entre Thionville et Sarreguemines, les habitants jouissent des bienfaits d'une centrale nucléaire, d'une des plus grandes plates-formes chimiques d'Europe, d'une décharge d'ordures industrielles, de plusieurs cokeries, et la liste n'est pas exhaustive.

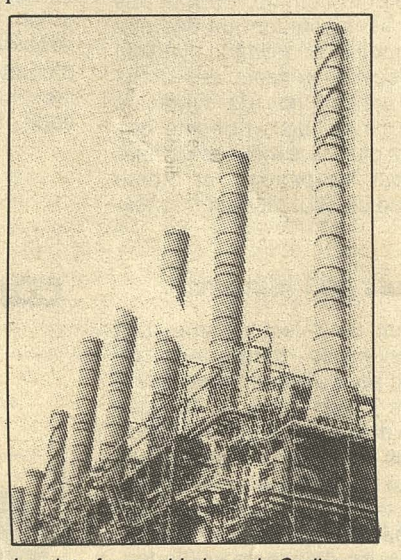
Comble de l'ironie : le chantage à l'emploi marche toujours aussi bien, alors que la région est plus que jamais minée par le chômage. La première partie de la centrale nucléaire de Cattenom a été mise en fonctionnement le 1er octobre 1986, au terme de dix années de luttes. A aucun moment, les pouvoirs publics n'ont joué la carte de la répression brutale, préférant laisser le mouvement s'essoufler de lui-même.

Aujourd'hui, il n'y a plus guère que les Allemands et les Luxembourgeois qui restent investis dans la lutte : les dernières manifestations en date réunissaient en moyenne 5 000 personnes, dont 3 000 Allemands, 2 000 Luxembourgeois et moins de cent Français.

Carling : l'abominable puanteur

La campagne de désinformation de l'E.D.F. au sujet de Cattenom fut une belle réussite : elle est parvenue à faire miroiter à la population les 570 emplois créés (d'ici 1990), faisant l'impasse sur les puits de charbon tout proches, qui fermeront dès sa mise en fonction. L'E.D.F. a réussi à faire oublier les multiples surrisques de Cattenom : la proximité immédiate de Thionville (60 000 habitants dans un rayon de 10 kilomètres, sans qu'aucune mesure d'évacuation ne soit prévue), la proximité de trois aéroports (Metz, Sarrebrück et Luxembourg), le sous-sol sujet à des glissements de terrain... On compte, depuis sa mise en service, une douzaine d'incidents, tous présentés comme minimes, que la presse régionale traite en dix lignes et que le presse nationale ne reprend même pas.

Autre délice industriel, à une quarantaine de kilomètres de Thionville et de Sarreguemines : la plate-forme chimique de Carling. Sur deux kilomètres se déroule un paysage hallucinant de tours, de cuves, de tuyaux fumants, dans une abominable odeur d'ammoniaque et d'œuf pourri... De quoi regarder comme des extra-terrestres les habitants des environs (la cité ouvrière se trouve à 750 mètres du pied de la plate-forme) qui affirment : « *Nous ne sentons plus rien* ». L'infecte puanteur provient des « arômates » aux doux noms de cyclobréséanol, alcools méthyliques, isoprophyliques, allyliques... lâchés à pleins tubes et respirés à plein poumons par les heureux voisins.



La plate-forme chimique de Carling.

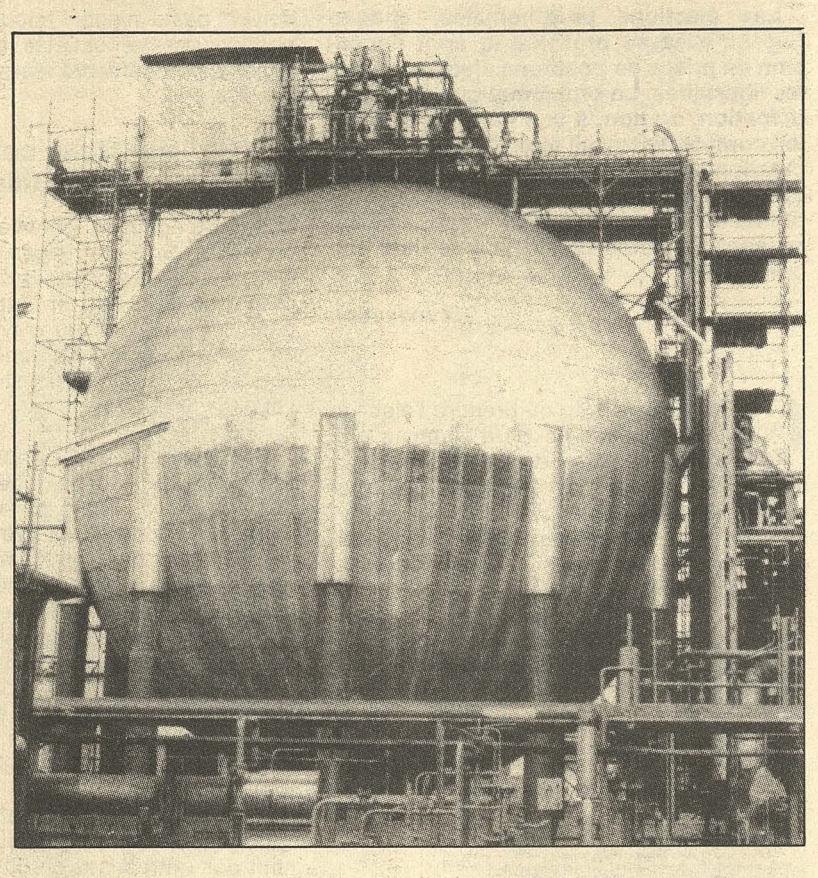
Mais les dégâts ne s'arrêtent pas à la puanteur. C'est à Carling qu'a été enregistré le seul cas en France de cancer des poumons mortel à l'âge de 13 ans. Suite à ce décès, les médecins des environs ont réclamé une enquête épidémiologique, permettant de déceler quelles toxines sont responsables de quels troubles.

Douze ans après les premières démarches, un premier questionnaire a été distribué aux enfants des écoles. Or, ce questionnaire est totalement inintelligible pour des non-initiés, et la plupart des parents n'ont pas pris la peine d'aller consulter un médecin pour y répondre. Si les résultats du questionnaire sont utilisables (ce qui n'est pas certain), leur analyse prendra plusieurs années ! On imagine l'intérêt que C.D.F.-Chimie porterait à ces résultats, s'ils apparaissaient un jour. Leur réponse est toute trouvée : « *Cela signifie qu'en 1986, tels agents polluants ont provoqués tels dégâts. Compte tenu des changements perpétuels dans notre production, ces chiffres n'ont plus aujourd'hui la moindre valeur* ».

Les cancers à 13 ans

La plate-forme chimique entraîne aussi des nuisances matérielles : murs qui jaunissent, tuiles des maisons rongées par les acides, production dérisoire dans les jardins environnants... Mais cela n'est rien, en comparaison des dégâts que pourrait entraîner un accident : si la « vedette » du site, la cuve d'ammoniaque de 8 000 litres, explosait ou fuyait, la catastrophe pourrait tuer dans un rayon de 50 kilomètres ! Or, les consignes de sécurité en cas d'accident circulent très mal ; jusqu'à présent, une seule simulation d'accident a eu lieu, dans des conditions franchement ridicules : les tentes de survie avaient été montées la veille, les secouristes bénévoles habitaient Carling et avaient tous prévenu leur entourage, et le secret de polichinelle a débouché sur un bide (certains instituteurs n'ont même pas jugé bon d'interrompre leur cours pendant la simulation !). De quoi laisser bien augurer d'un véritable accident.

Les habitants de la zone de Carling et de Saint-Avold sont décidément gâtés ; à moins d'un kilomètre de la plate-forme chimique s'élève la cokerie Emile-Huchet, et sa longue colonne de fumée noirâtre : poussières de charbon et dioxyde de soufre « acceptable » à 250 mg/m³, seuil régulièrement dépassé à la cité Colline, toute proche. « *On veut pas le savoir !* », répondent en chœur les responsables des Houillières. Leurs justifications sont limpides, et merveilleusement cynique ; d'une part, les normes européennes ne sont que des normes, elles n'ont nullement valeur de loi. Le taux de dioxyde dépasse, en une semaine, la dose « prescrite » pour un an ! Et bien, qu'elle les dépasse... D'autre part, les Houillières se reportent à une convention franco-allemande où les deux pays s'engageaient à réduire leur taux de pollution de 50% en quatre ans : côté français, le pari est tenu, « grâce » à la construction de centrales nucléaires moins polluantes que le charbon. L'Allemagne, dont le parc nucléaire est quasiment inexistant, n'a pas encore tenu ses engagement sur le plan national. Raisonnement des Houillières : que les Français ne viennent pas se plaindre de la pollution locale, au niveau national, nous sommes en règle ! Et quant aux Allemands, concernés eux aussi puisque la frontière n'est qu'à une centaine de mètres, qu'ils balaient devant leur porte ! Reste à convaincre les intéressés que l'air qu'ils respirent est aussi pur que celui des cîmes.



Cuve d'ammoniaque de 8 000 litres.

Pascale CHOISY

GROSBLIEDERSTROFF

L'Europe s'ouvre sur un tas d'ordures

Les H.B.L. (Houillières du bassin de Lorraine) ne croyaient pas pouvoir s'en tirer à si bon compte. Depuis dix mois qu'une de leurs centrales thermiques a fermé ses portes, à Grosbliederstroff (Moselle), les dirigeants s'inquiétaient du devenir de leur site industriel. Tout vient à qui sait attendre, la société Esys rachète le tout au prix fort, et projette d'y installer une centrale d'incinération d'ordures. Comme pour faciliter les choses, la frontière allemande n'est pas loin : 95% des ordures incinérées à Grosbliederstroff seront allemandes. L'argent n'a pas d'odeur, les ordures si. Les Lorrains renâclent.

LA petite ville de Grosbliederstroff, en Moselle, est à 80 Km de Metz, 100 de Strasbourg et 10 de Sarrebrück en Allemagne. Précisions qui ont leur importance à la veille de l'ouverture de cette chère Europe. Apparemment inaptes en géographie, les responsables politiques locaux ne voient rien que de très banal à l'implantation particulière de leur clocher au carrefour des nations. Dans une région qu'ils ont décrétée « en crise », ils se font fort, avec leurs amis du gouvernement et leurs petits camarades des H.B.L., de relancer l'emploi.

Ces Don Quichotte de la relance ont lâché le mot : l'emploi. Formule magique qui les laisse libres de faire tout et n'importe quoi. La Lorraine, oubliant qu'elle dispute le monopole de la région la plus polluée de France au couloir de la chimie (Rhône), laisse venir. Les centrales thermiques ou nucléaires (voir article ci-dessus) trouvent là un terrain idéal. Les H.B.L. recyclent les mineurs dans la fabrication de schtroumpfs au sein d'usines de plastique. A pollution, pollution et demie. Mais, assure-t-on, grâce aux petits lutins bleus les gueules noires voient enfin la vie en rose. A Grosbliederstroff, le vieux prétexte va permettre aux sans-emplois de prendre la vie à plein poumons. Les ordures allemandes, industrielles et domestiques, seront incinérées en Moselle.

En mars dernier, les H.B.L. ferment définitivement (sic) une centrale électrique et « reclassent » une partie de leur personnel. Quatre-vingts personnes goûtent aux joies de la retraite, le reste sera ventilé entre E.D.F. et charbon. Reste un site industriel inutilisé. Si les H.B.L. veulent vendre, il leur faut nettoyer le terrain et, pour ce faire, débourser 400 millions de francs. Environnement oblige. Les H.B.L. vont donc refiler le bébé avec l'eau du bain au plus offrant. Bénéfice oblige.

Une société française, Esys, rachète le tout (le montant des transactions est, semble-t-il, sous le secret-défense). Esys possède, de toute évidence, un meilleur sens de l'orientation que les potentats locaux. Le site est une aubaine pour cette société qui souhaite incinérer dans sa centrale 300 000 tonnes d'ordures provenant d'Allemagne (dont 60% de la Sarre). Seul 5% des ordures seront d'origines françaises ! L'explication est simple : les lois allemandes sur l'environnement sont telles que les industriels sarrois préfèrent retraiter leurs déchets en France où les lois, lorsqu'elles existent, sont plus lâches (rappelons-nous l'affaire Tchernobyl, où aucune information n'a circulé en France tandis que les risques de pollution faisaient la « Une » des journaux télévisés allemands). Esys, européenne à souhait, profite de la situation de Grosbliederstroff à la frontière franco-allemande et enfonce le clou. La société exerce un chantage délibéré auprès des autorités allemandes, en leur proposant une part du gâteau dans une société franco-allemande, échappant aux contrôles fiscaux, en échange des ordures de la Sarre. Esys est en position de force : si les Allemand refusent, on s'adressera aux Belges ou aux Hollandais.

A méditer

Côté français, le chantage à l'emploi exercé par les notables locaux faiblit face aux menaces écologiques pesant sur une région déjà touchée. D'abord, le site, implanté au fond d'une vallée. Les cheminées de la centrale seront situées à 40 mètres environ en-dessous des collines avoisinantes, cantonnant les fumées toxiques au-dessus de Grosbliederstroff. Dans le meilleur des cas, ces fumées, compte-tenu des vents dominants, seront dirigées sur nos voisins allemands déjà réticents (on le serait à moins).

Ensuite, se pose le problème de l'origine et du retraitement des déchets. A ce jour, rien ne permet d'affirmer que les déchets d'origine domestique (bien que tout retraitement sans triage soit polluant). Le contraire serait étonnant compte tenu du marché offert par les industriels sarrois. Aucun triage préalable ni recyclage n'est prévu. Enfin, qui pourra contrôler non seulement le fonctionnement de la centrale mais le transport, par voies routières ou ferrovières, de ces matières dangereuses ? Aucun militant écologiste ou sympathisant n'a cru bon de poser la question à M. Carrignon !

Fort de ces considérations qui échappent à leurs représentants, une trentaine de personnes, françaises et allemandes, se sont réunies au sein d'une association transfrontalière, la D.F.A.G. (Deutch französiche Actiongemeinschaft). Français et Allemands ont informé les habitants de la région de Grosbliederstroff, par le biais de tracts et de manifestations publiques. Côté sarrois, le gouvernement fédéral vient de céder à la pression et d'envisager sur son sol la création d'un centre de triage, incinération et recyclage des ordures allemandes. Cependant, le gouvernement du Land de Sarre n'a pas pris de décision excluant toute exportation d'ordures vers la France. Côté français, difficile de passer au-dessus des potentats de clochers, mais le Conseil régional de Lorraine a fini par créer une commission d'étude ouverte aux contre-propositions, notamment celles de la D.F.A.G. Plus que jamais, le soutien est nécessaire. Les Lorrains ne sont pas seuls, nous l'espérons, à trouver de singuliers relents à l'ouverture de l'Europe.

Thierry B.

Pour tout renseignement complémentaire et soutien contacter le comité via André Baechle, 66 bis, rue de Sarrebrück, 57520 Grosbliederstroff.

DU CÔTÉ DES CHEFS

• Si l'opinion publique a une mauvaise image de M. Charles Hernu, celui-ci semble se tenir en très haute estime : « Je suis un peu désemparé. Moi, je suis un homme dont la sincérité n'a d'égale que le courage et la fidélité ». Et après le doute, les menaces : « Alors je dis : " qu'est-ce qui m'arrive ? Qu'est-ce qu'on me veut ? Pendant cinq ans, j'ai eu beaucoup de dossiers à connaître. Si j'en parlais ce serait de nature à gêner des tas de personnes " ».

• Le président du troisième pays exportateur d'armes est-il un brave type ? Oui, a-t-il affirmé à RTL : « J'ai toujours, au fond de moi, une position défavorable au fait que la France soit le troisième exportateur d'armements (Mais), je me suis rendu compte, d'une part que si nous voulions avoir un armement français, nous étions obligés de vendre les armements destinés à l'armée française, sans quoi l'armée française n'offre pas un marché suffisant pour que ces fabrications soient rentables ». Et le brave homme de conclure qu'il en prend la responsabilité et que : « Le reste est une affaire entre ma conscience et moi ». C'est grand, non ?

• « La prise en compte des répercussions sociales des nouvelles technologies et l'attention à réserver à la situation du tiers monde » : c'est sur ce thème que la « Table ronde » (association regroupant des patrons européens) et Mitterrand se sont retrouvés à la table d'un grand restaurant parisien. Pour parler de la faim dans le monde, quelle faute de goût !

• François Léotard est tellement sûr que la majorité actuelle est la plus forte (électoralement parlant), qu'il craint qu'elle ne se batte elle-même : « Il faut faire attention... Nous sommes capables d'être battus par nous-mêmes. Si un socialiste est élu, nous pourrons faire l'archéologie de l'amertume ».

• Des mutineries sont à prévoir dans les prisons françaises au cours des mois à venir ; en effet M. Chalandon a récemment affirmé que : « Ni la politique pénitentiaire ni la politique de sécurité du gouvernement ne seront changées ». Aux mêmes causes, les mêmes effets...

• « Je mets ma main au feu que les ventes d'armes rapportent beaucoup d'argent, que ce sont les plus hauts profits avec la drogue, et qu'il y a beaucoup de gens qui se sucrent au passage », a déclaré M. Pierre Juquin. Si le pouvoir s'apparente tant au milieu, pourquoi vouloir en être et se présenter aux élections ? A moins qu'il ne veuille se sucrer...

O.L.T.

DU PAYS BASQUE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le vertige du terrorisme

DANS le *Monde libertaire* du 19 novembre, un communiqué signé entre autres par la Fédération anarchiste apportait son soutien à Hervé Thépault, poursuivi en tant que directeur de publication du mensuel *Abil* pour avoir publié un communiqué de l'organisation Iparretarrak (1). Mais la solidarité essentielle envers cette publication ne signifie pas un soutien à une organisation nationaliste.

Cette réaction à une atteinte intolérable à la liberté d'information ne doit pas cacher le gouffre qui nous sépare des militants basques prônant la lutte armée. Et, au moment où, dans une autre région du globe — en Nouvelle-Calédonie —, se profile l'engrenage criminel de la guerre civile, provoquée par les pousse au crime colonialistes, il n'est pas inutile de se pencher sur les risques des luttes de libération nationale en général (relire à ce sujet les *Monde libertaire* traitant de ce sujet en 1985), et de la lutte armée en particulier.

Le vertige du terrorisme

D'un côté, on assiste au parcours désespéré de quelques individus se réfugiant dans la violence terroriste comme seule pratique de lutte ; de l'autre, un mouvement indépendantiste conséquent est poussé dans la même voie par désespoir. Au pays Basque, la cible constituée par les perceptions permet (selon Iparretarrak) de dénoncer l'utilisation des impôts en vue de développer un secteur touristique, plutôt que les forces vives de l'économie du pays.

Cette constatation effectuée, bien dans la logique colonialiste ou capitaliste d'un Etat, que propose l'organisation nationaliste basque ? Plutôt que de développer les luttes sociales, construire une organisation de masse, proposer un modèle de développement, la lutte armée est non seulement privilégiée, mais considérée comme la seule réaction possible face à l'Etat français. Alors que l'on connaît les dangers de celle-ci : isolement des éléments armés, affrontement de deux appareils militaires, dérive autoritariste, logique terroriste, absence de propositions constructives...

Lorsqu'on lit le communiqué d'Iparretarrak, incriminé par la justice française, on ne peut s'empêcher de ressentir un malaise profond : le but de cette lutte armée est de décider l'Etat français « *à mettre en œuvre une autre planification économique, dynamisant les secteurs de production et conforme ainsi aux intérêts du peuple basque en Ipar Euskadi.* » Mais quel peuple basque, quels intérêts ? Ceux des travailleurs ou de la bourgeoisie locale ? L'entité non définie de « peuple basque » sert à recouvrir bien des réalités différentes, bien des intérêts divergents.

En se posant en « partenaire » de l'Etat français, on ne peut que le reconnaître. Iparretarrak affirme même que c'est à cet Etat de planifier une autre politique ? A l'exception de l'affirmation de la nécessaire lutte armée, c'est la seule revendication de cette organisation nationaliste. Cela ne peut que nous inquiéter sur les volontés étatiques et autoritaires de ce nationalisme basque.

En Nouvelle-Calédonie, la situation est assez différente : le sentiment indépendantiste a une réalité plus consistante. Mais pour quel avenir ? A notre connaissance, aucune organisation indépendantiste n'a livré de projets pour une future indépendance (encore faudrait-il savoir ce que, réellement, ce terme peut recouvrir à notre époque de dépendance internationale, aussi bien au niveau économique que militaire).

Quels sont les projets d'accords internationaux, quelle économie, quels projets de société (respectant tous les groupes existant dans ce pays et assurant à tous les individus la liberté et l'égalité économique) (2) ? Voilà les questions importantes, qui sont à la base d'une réelle lutte de libération , mais assez éloignées des stratégies diplomatiques ou de gestion capitaliste des régions.

L'autonomie avant tout

Si le mouvement indépendantiste kanak ne choisit pas une stratégie de développement global afin d'acquérir un maximum d'autonomie (aussi bien organisationnelle qu'économique et politique, cf. *Monde libertaire* n° 678), et privilégie la lutte armée, il tombera dans le piège tendu par le colonialisme français : affrontement d'appareils militaire. Cela avec toutes les conséquences, aussi bien au niveau du projet de société qui évoluera vers l'autoritarisme, que militaire. Quelles sont les forces du mouvement face à l'Etat français ? Une possible guérilla pourrait-elle profiter d'un nécessaire « sanctuaire » ? Quels pourraient être les soutiens logistiques à cette lutte armée ? (L'Australie ? Certainement pas. La Libye ou un pays marxiste ? Est-ce souhaitable ?) L'avenir est bien noir pour un tel choix !

Alors, quelle solution et que pouvons-nous apporter à ce mouvement d'émancipation ? S'inspirer de la motion sur les luttes d'indépendance, adoptée à notre congrès de 1985, peut nous apporter quelques réponses. A chacun de conclure pratiquement. « *La Fédération anarchiste estime qu'aujourd'hui une indépendance, kanake qui se bornerait à la mise en place d'un nouvel Etat, fût-il démocratique voire socialiste, se révèlerait être une nouvelle mystification pour les travailleurs. La revendication d'une liberté politique n'est pas suffisante à l'obtention d'une émancipation économique et sociale pour l'ensemble de la population. La lutte pour l'indépendance ne doit pas être dissociée d'une lutte pour l'égalité économique et sociale de tous les individus. Et cela ne peut se faire qu'en dehors et contre toute forme de pouvoir politique, de tout Etat.*

« *En conséquence, la sympathie que nous pouvons éprouver envers tous ceux qui se battent aujourd'hui pour l'indépendance immédiate du peuple kanak ne peut pas signifier une adhésion ou un soutien aux organisations politiques qui entendent diriger cette lutte.*

« *Fédéralistes libertaires, nous ne pouvons que reconnaître le droit à l'autonomie de tous ensembles humains quels qu'ils soient. Internationalistes, nous sommes solidaires et nous apportons notre soutien à toutes les luttes anticoloniales. Révolutionnaires anarchistes, nous ne pouvons pas faire confiance aux réalisations politiques des dirigeants kanaks et oublier les distinctions de classes existantes et celles qui naîtraient d'un Etat kanak. En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, il ne s'agit pas d'un problème d'ethnies mais d'un problème de classes.* »

Pascal BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Au moment où cet article est écrit, le juge d'instruction n'a toujours pas statué sur le non-lieu ou la poursuite de l'affaire. Nous tiendrons, de toute façon, les lecteurs du Monde libertaire *informé des éventuelles suites.*

(2) Ce n'est pas l'avenir des riches coloniaux blancs et pro-français qui nous importe, mais celui des autres... Caldoches, métis, minorités, qui ne sont pas tous de vils exploiteurs et dont le « peuple kanak » aura besoin. Nous devons redouter les globalisations mortelles qui ont amené, par exemple en Algérie, à considérer que seulement deux camps étaient en présence : les bons Arabes et les vilains colonisateurs français. Axant ainsi sur ce qui différencie, plutôt que sur ce qui peut unir. La nostalgie (souvenir de ce qui unissait) venant trop tard, quand tout était foutu, après des milliers ou des millions de morts.

RELIGION

Nom de Dieu de nom de Dieu

« *TOUT est en tout le plus confusément possible* », telle est la devise du journaliste de l'*Evénement du jeudi* ; il qualifie les protestants « *d'anarchistes qui marchent dans les clous* ». Il ne connaît sûrement pas grand-chose aux théories de Bakounine, dans *Dieu et l'Etat*, ni aux problèmes de circulation routière.

Par contre les protestants ne se sentent plus très à l'aise dans leur route ecclésiastique. Les temples se vident, et ceux qui se veulent les inventeurs de la démocratie libérale se sentent dans une impasse. Ils ne peuvent plus revendiquer le monopole de la liberté de conscience. Leurs grands principes passent dans le domaine commun, ils ont du mal à faire entendre des critiques par rapport aux systèmes parlementaires et financiers qu'ils ont contribué à mettre en place.

Afin de quitter ce cul-de-sac, les enfants des camisards pourraient tirer les conséquences des notions de liberté et de justice qu'ils aiment entendre dans les sermons et les mettre en pratique en sortant des clous.

Révolution ou quête de la bonne conscience

Ça craque, ces jours-ci, dans les églises. Des théologiens catholiques et protestants condamnent « *les manquements trop fréquents dans les églises aux libertés fondementales de l'homme.* » Ils rejettent également les discriminations contre les homosexuels et les femmes. A l'instar des « chrétiens marxistes », ou des « chrétiens pour le socialisme » (deux sectes différentes !), ils proposent leur soutien aux peuples du tiers monde et luttent contre l'apartheid, que d'autres ont puisé dans la *Bible*.

Ces thèmes séduisent. Mais l'histoire nous recommande de rester prudents vis-à-vis des poussées de fièvre révolutionnaire des gens d'Eglise. Depuis que Saint-Paul s'est fait « *Juif avec les juifs, Grec avec les Grecs* », des prêtres, des pasteurs, des popes se retrouvent de tous les côtés des barricades. Certains ont même côtoyé des libertaires dans les luttes antimilitaristes. Ainsi, présente dans tous les camps, l'Eglise finit toujours dans l'ombre des vainqueurs. La sincérité ne fait pas tout, la foi est respectable comme démarche personnelle, mais lorsqu'elle quitte l'individu pour servir de caution à une institution, la méfiance et l'incrédulité s'imposent.

THÉOPHILE

Communiqué

Comme nous vous l'avons relaté dans le *Monde libertaire* du 15 octobre 1987, Hervé Ballester est incarcéré à la prison de Montluc depuis le 6 octobre 1987. Il vient d'être réformé pour motif psychiatrique, mais reste malgré cela en prison, en attente de son procès fixé au vendredi 11 décembre à 14 h au Tribunal correctionnel de Lyon (8e chambre, 2e section). Le motif de refus d'obéissance pour lequel il est incarcéré, nous paraît bien dérisoire comparé à son état de santé qui a entraîné la réforme. Nous considérons que la seule attitude digne de respect serait la libération immédiate d'Hervé. Dans tous les cas, nous appelons les lectrices et les lecteurs du *Monde libertaire* à la vigilance pour que Hervé soit libéré au 11 décembre.

Comité de soutien à Hervé Ballester (Perpignan)

R.F.A.

Lutte des squatters de Hambourg

LES événements, depuis octobre, se sont bousculés autour de la Hafenstrasse à Hambourg. Il semble intéressant, aujourd'hui, de faire le point, d'analyser cette « affaire » qui, sous beaucoup d'aspects, est devenue exemplaire.

La Hafenstrasse (« rue du port ») est composée d'une dizaine de maisons modestes, proche du « quartier chaud » du port, Saint-Pauli. Elle fut occupée, en octobre 1981, par une centaine de personnes : punks, autonomes, « marginaux »... Début 1982, les maisons étaient cédées par le propriétaire, le Sénat de Hambourg, pour « assainissement ». Une première fois, en mai 1982, une évacuation a lieu. Mais les occupants reviennent : « *Nous y avons beaucoup travaillé, réparé toute la tuyauterie, nettoyé...* ».

Les enjeux politiques

Pourtant, la démolition sera décidée, car le Sénat déclare, par la voie légale, les maisons « *insalubres pour l'habitation.* » La Hafenstrasse devient — image déjà classique dans toutes les métropoles du monde — la cible de plusieurs entreprises immobilières, désireuses d'y planter des immeubles de grand standing. Mais, de l'autre côté, on se serre les coudes, et Radio Hafenstrasse naîtra, entre autres...

Au début de l'été, le multi-mécène hambourgois Reemtsma propose d'acheter la rue et d'en faire un modèle de « désétatisation » (« Entstaatlichung ») et d'autogestion des habitants. Le Sénat refuse. Au Sénat-même, c'est la mésentente totale entre la commission de la construction urbaine (dont au moins 250 membres sont mêlés à un scandale immobilier), et au sein du parti du maire (S.P.D.), Dohnanyi. Par ailleurs la campagne de presse du groupe Springer, contre les « terroristes », bat son plein : « *La Hafenstrasse est un lieu hors-la-loi ! Il faut la détruire !* »

Fin octobre, le Sénat pose un ultimatum aux habitants récalcitrants pour la signature d'un contrat de bail, sous menace, en cas de refus, d'évacuation définitive. Pour les occupants, ce contrat semble inacceptable. Leur refus concerne surtout les paragraphes 17 et 19, c'est-à-dire : « *Toutes les modifications faites sans accord du propriétaire sont à supprimer* » et « *le propriétaire aura toujours libre accès pour des interventions administratives* », sinon la « *résiliation immédiate du bail* » est envisagée. Les habitants y voient un chantage. Le procureur général fédéral Rebmann signe trois ordres de perquisition, considérant les occupants comme proches de la Fraction armée rouge. La voie semble ouverte pour un assaut militaire.

Des occupants soutenus

De grandes manifestations suivent, jusqu'à mi-novembre, regroupant plus de 8 000 personnes, car la lutte de la Hafenstrasse est largement soutenue par la population, par des fractions de citoyens, par le G.A.L. (liste alternative verte). Dans d'autres villes, des manifestations de solidarité ont lieu. La Hafenstrasse ressemble à une forteresse. En vain, le Sénat exige le destruction des barricades et des fils de fer barbelé posés sur les toits. A la mi-novembre, il semble qu'il ne reste plus que la « solution militaire ». Réponse de la Hafenstrasse : « *Nous allons lutter !* » C'est surtout le parti C.D.U. qui réclame cette « *solution forte* » ; au Sénat, pour certains, c'est l'occasion rêvée de régler quelques comptes internes et de voir tomber la tête du maire...

Vers le 13 novembre, c'est le chaos total. Des barricades flambent. Le Sénat se réunit jusqu'au petit matin. Radio Hafenstrasse diffuse, d'heure en heure, les dernières nouvelles de la « guerre »... Plusieurs centaines de policiers et des troupes spéciales du « Bundesgrenzschutz » sont prêtes à marcher en direction de la Hafenstrasse. A Hambourg, s'étend une ambiance d'occupation et de guerre civile.

Deux jours plus tard, on parle du « *miracle du port de Hambourg* » : le maire offre son poste en guise de garantie d'une solution pacifique. Les barricades ont disparu. La Hafenstrasse dispose maintenant d'un bail.

Happy-end ou affaire à suivre ? On peut tirer plus d'une leçon de cette histoire de la Hafenstrasse, parce qu'il s'agit d'une occupation à grande échelle et qui a survécu (comme la communauté U.F.A. à Berlin, où vivent et travaillent soixante-dix personnes depuis quatorze ans). La Hafenstrasse est surtout devenue un modèle de lutte populaire, pour une cause vitale : le droit de vivre, d'avoir un toit. Lutte qui ne reste pas dans son « ghetto », mais bénéficie d'une solidarité extraordinaire de la part de la population. « *Notre lutte, ici, pour une vie autonome est devenue la cause de beaucoup d'hommes !* », disent-ils, non sans fierté.

Et Roswitha de la G.A.L.-Hambourg souligne au téléphone : « *Pour nous tous, ces dernières semaines ont un caractère très positif. Le cercle des sympathisants s'est largement agrandi. De nouvelles structures politiques se sont créées à Hambourg. Beaucoup d'occupants se sont politisés pendant cette lutte. Au point qu'on peut parler d'une sorte de grande émancipation et même d'une grande culture politique aujourd'hui dans la Hafenstrasse.* »

DAGMAR

ROUMANIE

Les raisons des émeutes de Brasov

DES émeutes ont récemment éclaté à Brasov, deuxième ville de la Roumanie (après Bucarest, la capitale). Emeutes provoquées par des problèmes d'approvisionnement, par des conditions matérielles d'existence, certes, mais au cours desquelles ont été scandés des slogans hostiles à Ceaucescu, « roi communiste » de ce pays.

Au royaume roumain

Ces soulèvements n'ont pas inquiété outre mesure le premier secrétaire du P.C. roumain, qui s'est envolé peu après en visite officielle au Caire. Ce soulèvement est le premier d'importance depuis dix ans dans ce pays. La pénurie alimentaire, on la constate tous les jours et les restrictions sur les biens de consommation sont continuelles : queues de plusieurs dizaines de mètres devant les magasins d'Etat ; tickets de rationnement pour le pain ; consommation d'essence limitée à 30 litres par mois et par famille ; une voiture (des R 12 uniquement) pour cinq familles en moyenne ; des transports en commun qui relèvent plus de la diligence que du T.G.V. Et tout ceci en 1986, au cœur de l'Europe, dans toute la Roumanie. Ces conditions d'existence difficiles, on les constate de visu, sauf sans doute quand la visière de la casquette P.C.F. empêche de voir le soleil.

Les émeutes de Brasov prennent leurs racines au cœur, incontestablement, de ces lamentables conditions de survie. Pas forcément pour tout le monde d'ailleurs. Un pêcheur m'a conduit en barque, dans le splendide delta du Danube, aux abords de la résidence personnelle de Mme Ceausescu, agrémentée d'un aquarium géant, le tout situé sur une île privée. Comme quoi, le communisme mène à tout, à condition d'en sortir....

Ubu règne sur la Roumanie

Mais les conditions matérielles d'existence ne sont pas tout, surtout lorsqu'on vit en Roumanie. On a peine à imaginer ce que représente la chape de plomb du parti et du secrétaire général sur la vie civile, sur les idées, sur les comportements. On imagine difficilement que des hommes pourront supporter ce couvercle indéfiniment. Immenses slogans sur les usines, à la gloire de Nicolae Ceausescu, destruction systématique des centres villes, architecture de cités H.L.M. partout, aucun lieu collectif de rencontres, pas de bistrots ni de de petits restos... La vie s'éteint une fois passé 21 h. Seuls quelques hôtels de luxe pour les touristes et le marché noir des dollars rappellent que l'argent n'a pas d'odeur, même au royaume d'Ubu et de Kafka.

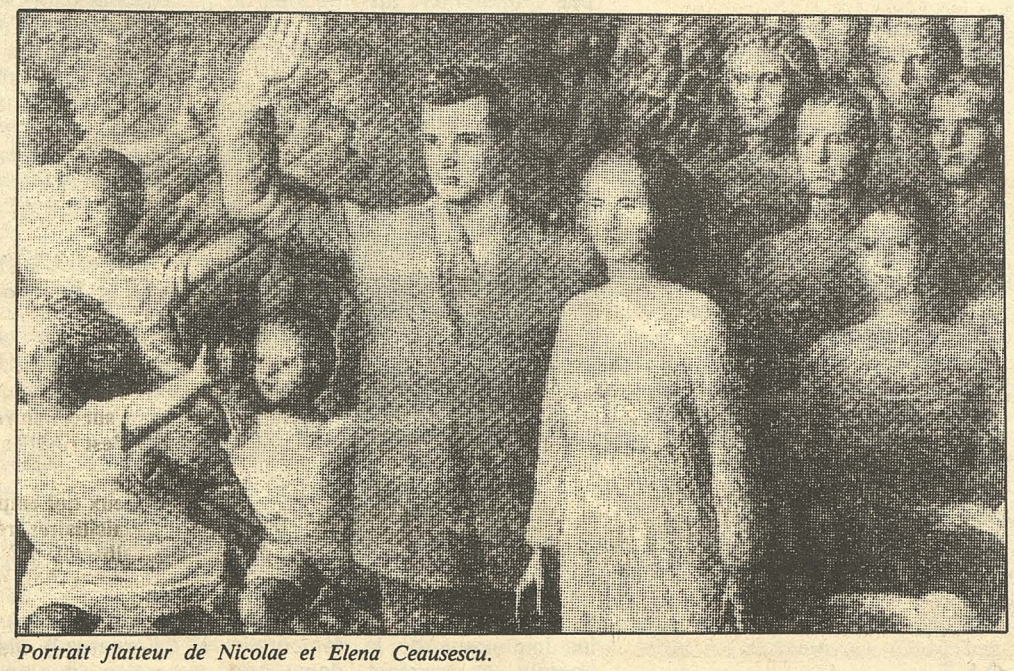
L'émeute de Brasov et ses cris de « *A bas la dictature* », ce sont aussi les cris du désespoir, les cris aigüs poussés à travers les barbelés d'un système concentrationnaire. Au moment où vous posez le pied en Roumanie, après dix heures d'attente et de fouille complète à la frontière, réalisée par des gardes qui ont la kalachnikov sur l'épaule (pour, paraît-il, trouver des armes ou du matériel d'imprimerie), un profond malaise s'installe en vous, au fond des tripes. Il ne vous quittera plus jusqu'à la fouille complète dans l'autre sens, à la frontière, quelques semaines plus tard.

Partout, le clan Ceausescu est présent, omniprésent (il a placé 17 membres de sa famille aux postes clés de l'Etat et du parti), jusqu'à cet immense arc de triomphe à la gloire de « *notre Secrétaire Général* » à l'entrée de Bucarest. Même Gorbatchev fait figure de contestataire en Roumanie. Le communisme, ce n'est pas que l'exploitation économique de l'ouvrier par l'Etat-patron, c'est aussi ce totalitarisme de pensée, cette dictature culturelle ambiante, ce fascisme au quotidien. Big Brother est une triste réalité, depuis longtemps, en Roumanie.

Les émeutes de Brasov ou d'ailleurs seront écrasées. Il faudra encore certainement de nombreuses années pour que la population roumaine retrouve un peu de liberté, desserre simplement, seulement, le carcan, l'étouffoir qui fait que ce beau pays latin ne ressemble plus qu'à une prison psychiatrique.

Gardons les yeux vers l'Est, la Roumanie et ces autres pays opprimés par la dictature communiste. Soyons prêts à répondre à leurs appels, même avec nos faibles moyens, sans oublier de combattre sans relâche, ici, ceux qui osent soutenir de tels régimes.

Patrick (Gr. d'Angers)



Portrait flatteur de Nicolae et Elena Ceausescu.

ITALIE

Tiens, une grève !

DONC y paraîtrait qu'y se passe des choses en Italie. Y z'ont carrément fait une grève générale ! Bon, pendant quatre heures, hein, mais ça faisait si longtemps qu'y z'avaient pas vu ça — nous non plus, d'ailleurs —, que ça a fait un certain bruit. Quand même, celle-la a été suivie à peu près dans tous les secteurs par environ les deux tiers des travailleurs. C'est pas bidon, ça !

Et pourquoi ? C'est les trois principales centrales qui appelaient à la grève. Et qu'est-ce qui les a secoué à ce point-là ? Ouais, il faut dire que les syndicats étaient plutôt victimes ces derniers temps d'une sorte de « retroussez vos manches » par rapport à la crise économique. Camarades, fermez vos gueules, sinon les patrons vont devoir restructurer encore plus... On connaît ça.

Alors y s'agissait de rouspéter parce que le budget de l'an prochain sera encore pas sympa côté social — tiens donc ! — et aussi de réclamer des faveurs pour le Mezzogiorno, le sud du pays, une région pour laquelle y faut toujours réclamer des aides parce qu'elles n'arrivent pas toujours... Bon, y paraît.

Y paraît aussi d'autres choses, que c'est pas tout ça, qu'y avait une autre raison. Voilà-t-y pas que la crise du syndicalisme, qui sévit aux quatre coins de l'hexagone, fourmille aussi plein la botte, que les travailleurs sont de plus en plus nombreux à avoir de moins en moins confiance dans leurs fédérations.

Alors comme ça, y s'organise en Italie des « comités de base », des organisations en dehors des syndicats quoi, dans l'enseignement, dans les chemins de fer, les transports aériens... Et y font la grève à tour de bras ! Les comités de base, les cheminots... les syndicats qui courrent derrière ça, ça vous rappelle rien ?

De deux choses l'une : soit les travailleurs poursuivent leurs actions comme ils l'entendent avec ou sans l'appui des confédérations, soit ils se laissent canaliser encore une fois. Allez au boulot (à la grève) !

Elysard FRONTEUR

Le Monde libertaire *reviendra prochainement sur la réalité des comités de base en Italie (N.d.R.).*

EN BREF...

• 20 MILLIONS D'AMÉRICAINS ONT ENCORE FAIM. Une étude réalisée par le « Physicians'Task Force on Hunger in America » a révélé qu'une vingtaine de millions d'Américains souffrent de la faim aux Etats-Unis. Les plus touchés sont des enfants, des personnes âgées ainsi que des « cols bleus », qui ont été obligés de se recycler dans le secteur tertiaire. L'étude a été réalisée dans les zones géographiques suivantes : le Texas et la Louisiane, où les industries du pétrole et du gaz sont en déclin ; le Minnesota et l'Iowa, où le système des fermes familiales est petit à petit détruit ; la Pennsylvanie, l'Ohio et la Virginie occidentale, où les hauts salaires qui existaient dans les industries de l'acier et des mines ont disparu ; la Silicon Valley de Californie, où les travailleurs des services (incluant de nombreux immigrés) ont un salaire minimal dérisoire, en comparaison de la bonne santé de la haute technologie.

• DROITS DE L'HOMME AU SALVADOR. Le 26 octobre dernier, le président de la Commission des droits de l'homme (organisation non gouvernementale), Ernesto Anaya a été abattu. Ce dernier est le quatrième membre de cette commission a avoir été tué depuis 1980. Pour des raisons de sécurité, la commission garde secrets les noms de ses membres, sauf ceux des porte-paroles.

• LES CARAÏBES EN ÉTAT DE SIÈGE. Depuis l'invasion américaine de Grenade en 1983, le rôle de l'armée américaine augmente de façon dramatique dans cette région du monde. L'aide militaire à la République dominicaine, aux Caraïbes orientales, à Haïti et à la Jamaïque, est passée de 3,6 millions de dollars en 1980 à 21 millions de dollars en 1986. Les troupes de Belize, de Guyane, d'Haïti, du Surinam et de Trinidad ont été entraînées grâce aux programmes de formation et d'entraînement internatinaux des Etats-unis. Les militaires américains présents à Puerto Rico ont joué un grand rôle dans l'entraînement militaire et la surveillance de toutes les Caraïbes. En 1983, des équipes américaines ont commencé à former et à équiper en armes de nouveaux services spéciaux paramilitaires (S.S.U.S.) à Antigua, à Barbados, en Dominique, à Grenade, à Santa Kito et à Santa Lucia. Les S.S.U.S. ont participé aux jeux guerriers et manœuvres que les Etats-Unis organisent annuellement. Un observateur présent à Dominique a affirmé : « Les S.S.U.S. sont pour nous une tentative de créer un monolithe, à l'intérieur des Caraïbes orientales, des forces de police régionales qui seront plus loyales envers les Etats-Unis qu'envers les gouvernements élus localement. C'est déjà le cas avec les militaires dans la plupart des pays d'Amérique latine ».

Un service régulier et pratique l'abonnement

MEXIQUE ET COLOMBIE

Les escadrons de la mort

LE régime présidentiel avec Miguel de la Madrid, est élu pour six ans au suffrage universel direct et non rééligible. La situation sociale est absolument nauséabonde, aux dires d'un compagnon mexicain. La seule opposition réelle dans le pays est formée par les paysans, qui se sont organisés indépendamment du pouvoir. Ils sont les victimes idéales des propriétaires terriens, des autorités et des escadrons de la mort, « les gardes blancs ».

On ne compte plus le nombre de paysans assassinés, torturés, enfermés, disparus, sacrifiés, etc. On recense à ce jour plus de 700 assassinats rapportés. Le régime reste une dictature aussi cruelle que la précédente, et les représentants de l'opposition officielle, incluant les partis socialistes et communistes, sont corrompus et vivent, pour la plupart, dans des maisons somptueuses qui leur appartiennent.

En Colombie...

Situation aussi dramatique en Colombie. De nombreux intellectuels, artistes, scientifiques, militants politiques, etc., ont dû s'enfuir de Colombie, afin d'échapper aux « pistoleros », qui ont créé une atmosphère de terreur sans précédent. Ces pistoleros n'hésitent pas à attaquer leurs victimes à l'étranger, comme cela est arrivé par exemple à Budapest.

Le ministre de la Justice a dit que les 140 escadrons de la mort, qui ont été identifiés dans le pays, ont des intérêts divers, mais que beaucoup sont financés et structurés par les organisations de trafic de drogue. Les escadrons d'extrême droite auraient, toujours selon ses dires, tué 470 militants de gauche, plus des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'homme, etc.

Les escadrons de gauche auraient, quant à eux, assassiné un certain nombre de patrons, de propriétaires terriens, de dirigeants de droite ou d'extrême droite, etc. Pour finir, les forces gouvernementales déclarent avoir donné la mort à 443 pistoleros. Il ne fait toujours pas bon vivre en Colombie.

Relations internationales

ITALIE

Répression

DEPUIS quelques mois, la répression frappe le mouvement anarchiste italien. Outre les emprisonnements de plusieurs objecteurs insoumis, parmi lesquels Giuseppe Coniglio et Agostino Manni, des perquisitions ont eu lieu dans différentes régions : en Sicile, Sardaigne, Toscane, Emilie Romagne et en Calabre chez des compagnons et dans des locaux anarchistes.

L'Etat italien, au travers de sa magistrature, a essayé de criminaliser le mouvement anarchiste de Calabre par l'arrestation et l'incarcération de deux compagnons : Domenico Trifilio et Domenico Salemme, accusés « *d'activités subversives et de participation à bande armée* ». La raison d'une telle répression est à rechercher dans la présence et l'activité du mouvement anarchiste en Sicile qui, outre ses locaux, est à l'initiative de luttes antinucléaires, écologiques et antimilitaristes et dénonce les spéculations et magouilles des politiciens et notables locaux.

De plus, nos compagnons sont présents dans la vie sociale et culturelle au travers de comités de quartiers, de coopératives, de fêtes, etc. Tout cela constitue une sérieuse opposition à nos politiciens. Le mouvement anarchiste sicilien, qui dénonce cette répression étatique et cette atteinte à la liberté d'expression, demande la libération de Dominico Trifilio et Dominico Salemme. Vous pouvez témoigner votre solidarité internationale en écrivant à : Maria Carmela Pace, via Mariano Smiriglio 26, 90100 Palermo, Italie.

Relations internationales

AMÉRIQUE CENTRALE

Au-delà des mers...

IL est bien sûr impossible de rentrer ici dans tous les détails des situations propres, et nous chercherons à synthétiser au maximum, tout en étant conscients des inconvénients que cela comporte, et sans sous-estimer des faits comme les crises économiques qui frappent la majeure partie de ces pays : les assauts des guérillas au Pérou et en Colombie ; les conflits du travail en Bolivie et le problème de la situation toujours dramatique du Chili ; sans oublier, bien entendu les troubles qui ont agité Panama (suite aux accusations d'assassinats et de fraude électorale contre le gouvernement), et tant d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Il ne fait pas de doute que le summum du drame se trouve particulièrement présent au Chili, au Paraguay et en Amérique centrale.

Douleur, sang et despotisme

Face à l'infatigable lutte de la population, le général Pinochet s'obstine à rester au pouvoir. Il continue à préparer la farce qui, en 1989, doit lui permettre d'être nommé par ses pairs et « plébiscité » pour une autre période à la présidence. La dernière prouesse de ses sbires a été l'assassinat de douze personnes, sous prétexte qu'elles faisaient partie du dénommé Frente Patriotico Guerrillero, ce qui a entraîné des protestations et des demandes de clarification de la part de l'opposition et des groupes de défense des droits de l'homme.

En ce qui concerne le dictateur du Paraguay, Stroessner, ses prétendues « ouvertures » en matière de libertés politiques ont été, une fois de plus, démenties par la réalité que doit subir quotidiennement le peuple paraguayen. Une déclaration récente du représentant diplomatique à Buenos-Aires, concernant la vigueur de la démocratie au Paraguay, constitue un affront et une véritable farce, lorsqu'on regarde les crimes que le pouvoir a à son actif, la corruption qui a enrichi les patrons et les serviteurs du pouvoir, l'exil forcé qui oblige une partie de la population à s'éloigner de plus en plus de son pays.

Douleur, sang et despotisme frappent beaucoup de régions de cette Amérique latine, dont l'unité est déclamée par beaucoup. Par-dessus toute filiation idéologique et politique, il faut souhaiter que la liberté et la paix soient conquises par ces populations, et les aider autant que faire se peut pour qu'il en soit ainsi.

Fédération libertaire argentine

ITALIE

La présence anarchiste

TOUT ce que la région de Trieste compte de nostalgiques de la présence italienne en Yougoslavie a tenté, le 17 septembre dernier, d'organiser un grand rassemblement des « exilés » de Slovénie et de Dalmatie — avec le renfort du M.S.I. (parti néo-fasciste italien) —, sans grand succès. Simultanément, les groupes anarchistes de la région organisaient un « requiem pour le nationalisme », comportant une exposition sur les crimes commis par l'armée italienne en Yougoslavie et en Albanie, un concert avec des groupes yougoslaves (de Maribor et Cjublijana) et italiens (de Trieste, Udine, Pordenone et Trente), ainsi que la projection d'une bande vidéo *Villa Triste*, sur la violence exercée à l'encontre des partisans. Cette apparition sur le terrain internationaliste des anarchistes fut récompensée par un très grand succès populaire, malgré l'hostilité de tous les partis politiques, y compris le parti socialiste, soutenant le rassemblement des exilés !

Il s'est trouvé un juge, en Sicile, pour condamner un compagnon, Franco Leggio, à 5 jours de prison et 120 000 lires (500 FF) d'amende pour avoir collé des affiches sur les boîtes aux lettres appartenant à l'administration des P.T.T. ! Notre compagnon s'est taillé un beau succès en refusant publiquement l'aide d'un avocat attribué d'office, qui s'est révélé avoir des opinions fascistes !

D'autres juges perdant leur temps, ce sont ceux qui empoisonnent l'existence (arrestations arbitraires, perquisitions domiciliaires, rétention de documents) d'un grand nombre de compagnons libertaires à travers toute la péninsule. La campagne de criminalisation de notre mouvement, sous prétexte de collusion avec les « Brigades Rouges », continue.

Relations internationales

INTERVIEW

Jean Amila, un vétéran du roman noir

NE en 1910, Jean Amila est un vétéran du roman noir français, reconnu depuis peu à sa juste valeur. Peut-être la prise de conscience des problèmes de notre société, par un certain nombre de jeunes auteurs, en est-il la raison. Beaucoup d'entre eux ne manquent pas en tout cas de rendre hommage à Amila, notamment Didier Daeninckx. Qualifié d'écrivain social et prolétarien, Amila met en scène de petites gens dont la vie quotidienne — souvent médiocre — est bouleversée par les événements. Au cours de ceux-ci apparaissent aussi des rapports conflictuels entre classes sociales. Parmi ses romans noirs (vingt et un au total), on trouve de véritables chefs-d'œuvres comme *Le boucher des Hurlus*, *La lune d'Omaha*, *Pitié pour les rats !* Jean Amila est aussi l'auteur de livres non policiers (si ces étiquettes signifient quelque chose) sous son vrai nom : Jean Meckert. Publiés chez Gallimard, ils sont pour l'instant introuvables. Ses romans noirs sont par contre disponibles en Carré noir et en Série noire. Amila vit aujourd'hui retiré à la campagne et a abandonné le roman noir depuis *Au balcon d'Hiroshima* (1985), mais pense poursuivre ses travaux d'écrivain. Nous avons été l'interviewer. Etaient présents des membres du *Monde libertaire* et de la revue de polar *Asphalte*. En raison de problèmes techniques, une partie de l'interview a été reconstituée de mémoire. Le reste est retranscrit fidèlement.

Yves B.

— Le « Monde libertaire » : *Comment es-tu venu à l'écriture ?*

— Jean Amila : Je suis entré très jeune à l'usine, vers 13-14 ans. Pendant la guerre, je me suis mis à écrire. J'étais interné et je n'aimais pas jouer aux cartes avec les autres. Mon premier livre s'appelait *Les coups*. Il a été publié en 1942, chez Gallimard, grâce à Raymond Queneau. Je ne crois pas que l'éditeur voulait avoir « son » écrivain prolétarien. En fait, on espérait que je ferais concurrence à Céline, qui vendait bien chez Denoël, mais *Les coups* s'est vendu à mille ou deux mille exemplaires.

— M.L. : *Comment as-tu vécu la guerre ?*

Jean Amila.

— J. A. : J'ai rejoint le maquis, ce dont je ne garde pas un bon souvenir. Nous n'avons rien fait, sinon tuer un soldat allemand isolé qui réparait sa moto. Déjà j'étais contre et ensuite deux otages ont été fusillés à cause de cela. Après la Libération, j'ai vu ces types tondre deux ou trois putes pendant l'épuration, et en tirer une gloire de résistant ! Aussi j'ai écrit un livre qui a été refusé par les éditeurs, ils m'ont dit que c'était trop tôt. Les Français s'étaient débinés comme des lapins en 1940, puis quarante millions de pétainistes sont devenus quarante millions de gaullistes, et il fallait leur dire qu'ils étaient formidables...

Après la guerre, j'ai travaillé à la préfecture de la Seine au registre des décès. Je dépérissais à vu d'œil, j'avais perdu 14 kilos. J'ai dit à ma sœur : « *Je vais crever* ». Elle m'a répondu : « *Oui, mais tu as la sécurité de l'emploi* ». J'ai rendu ma blouse et je suis redevenu écrivain. J'ai même fait un roman à l'eau de rose. Marcel Duhamel m'a demandé d'écrire pour la Série noire. Il a trouvé que Meckert ça n'allait pas, il fallait un nom qui fasse américain. J'ai proposé John Amilanar qui vient de l'espagnol, et puis il y avait « anar » dedans. Duhamel m'a dit que c'était trop... long et c'est devenu John Amila, puis Jean Amila (avec, en page de garde, « *adapté de l'américain par Jean Mekert* »). Je considère que le polar avec les histoires de flics, c'est terminé. Maintenant il y a le roman noir, qui est une façon de rendre compte de la société.

— M.L. : *Tu as eu des ennuis après un livre sur la Polynésie...*

— J. A. : A cette époque, je devais faire un texte anti-James Bond. Je n'aimais pas les espions. Alors j'ai voulu aller à Tahiti pour y situer l'action. On m'a payé le voyage et j'y suis resté six semaines. J'ai beaucoup sympathisé avec des Polynésiens, qui m'ont raconté des histoires effroyables sur les essais nucléaires dont on ne nous parle jamais. Par exemple, une barque avait été atteinte par les radiations, et plutôt que d'avoir à soigner ces Polynésiens contaminés, les autorités françaises les ont fait mitrailler par l'aviation. De toutes ces informations, j'en ai fait un livre, *La vierge et le taureau*, qui a été publié aux Presses de la Cité par un Suédois qui ne se sentait pas atteint dans son honneur national ! Mais, six mois après, il m'a dit que l'administration lui faisait des problèmes et lui avait conseillé de ne plus publier ce genre de livre. Ensuite, tout le stock a été racheté par des inconnus et le livre a disparu des librairies (1). J'ai reçu des menaces par téléphone. Sur le moment nous avons cru à une blague. Et puis un soir je me suis fait agresser, je me suis réveillé à l'hôpital gravement blessé. J'étais devenu épileptique et partiellement amnésique. Une partie de mon passé avait disparu de ma mémoire. Je suis resté sept ans sans écrire, du fait de ce choc, et j'ai dû tout reconstitué (voir sur cette réappropriation de la mémoire : *Le boucher des Hurlus*, en partie le récit de son enfance, N.D.L.R.). Je pense que ce n'étaient pas des militaires, mais plutôt le S.A.C.

— M.L. : *Que penses-tu de l'anarchisme ?*

— J. A. : Je ne sais pas si je suis anarchiste, mais j'en ai les idées. Mon père était un anarchiste, il a déserté en 14-18, et tous les voisins de palier ont harcelé ma mère en lui disant que c'était un lâche. Après sa désertion il a refait sa vie ailleurs, alors elle a fini par croire qu'il avait été fusillé pour l'exemple. Elle me disait que je n'avais pas à avoir honte de lui, ce qui est vrai. Il n'a pas voulu se battre pour la souveraineté nationale. J'ai été élevé dans un orphelinat protestant, et l'on nous emmenait à des causeries, mes petits camarades chrétiens et moi (déjà incroyant). Un jour, nous avons entendu une femme qui s'était occupée de Casério, des années auparavant, et elle nous en parla comme d'un saint. Plus tard, à l'usine, des types syndiqués nous parlaient en mal des anarchistes, en disant que c'étaient des bavards. C'est peut-être cela qui m'a prévenu contre le mouvement, mais j'avais ces idées, non pas parce que je les avaient reçues mais par méfiance du chef, du verbe. Je suis allé à divers meetings à l'époque, pour m'informer, mais j'ai horreur des foules. Dans les années trente, cela a été très dur pour tout le monde. Et moi, je ne voulais pas être au chômage (d'ailleurs ne s'inscrivait pas qui voulait). Alors j'allais aux manifestations, communistes par exemple, mais pour vendre mes dessins car je croyais savoir tirer les portraits et la dame me disait : « *Quoi ! C'est moi cette horreur ?* ». De toute façon, c'est très dur de les exprimer ces idées anarchistes, antimilitaristes... Ce sont toujours des termes négatifs. On est *an*-archiste, *a*-thée, *in*-soumis et parce qu'on ne peut pas s'exprimer, cela débouche parfois sur la violence (la discussion dévie sur l'affaire Audran, et Amila en conclut que « *de toute façon c'était un personnage nuisible* »).

— M.L. : *Qu'est-ce que vous écrivez en ce moment ?*

— J. A. : On m'a dit que je devrais écrire l'œuvre de ma vie, que j'en avais l'âge ! Ce ne sera pas seulement des mémoires. Je relis mes romans refusés, parfois je me dis qu'on a eu raison parce que c'était de la merde. A d'autres pages, je me dis : « *Là, c'est parce que ça gêne quelqu'un, à cause d'une façon de penser que je cherche à exprimer* ». Il n'y a pas de raison, puisqu'on est anarchiste, de ne pas le dire. Un de ces bouquins refusés, que je pense reprendre, parlait de la guerre, de ce régime, de cette société qui n'est pas celle que nous devrions vivre. Nous sommes tous de la même espèce humaine et cette humanité est très jeune. Mais les gens ne l'admettent pas. Ceux de droite affirment que nous avons un très long passé et qu'il faut se baser là-dessus. Ceux de gauche, c'est pareil, ils s'imaginent vivre dans une très vieille civilisation. Or, l'humanité en est encore à l'âge des couches-culottes et il va falloir qu'elle s'en débarrasse. Mais les gens ne veulent pas penser à ça, à cause de leur éducation. Voilà ce que je cherche à dire. C'est merdouzard et de cette merdouze il faut essayer d'écrire quelque chose de bien. C'est impossible, mais je m'attache toujours à l'impossible !

Propos recueillis par Yves B.

(1) Toute personne en possédant un exemplaire est invitée à se mettre en contact avec nous. Par avance merci.

Note : plusieurs romans d'Amila sont disponibles à la librairie du Monde libertaire. N'hésitez pas à commander les autres ! Nous vous recommandons (dans l'ordre) : Le boucher des Hurlus, La lune d'Omaha, Pitié pour les rats !, Contest-flics, Motus ! *et* Le chien de Montargis.

Actualité du polar

LE festival du roman noir de Grenoble a été l'occasion de (re)découvrir certaines publications. Le prix du festival a été attribué à Jean-Paul Demure pour son livre *Aix-Abrupto* (Série noire n° 2082). C'est mérité, Demure est l'auteur de plusieurs polars à tendance « sociale » comme *L'amour en miettes*, très bien fait même si l'on pouvait lui reprocher un côté un peu mélo.

Rien de cela avec *Aix-Abrupto* (1). L'action se passe pendant le festival d'opéra d'Aix-en-Provence. Inutile de dire que Demure lance quelques piques à ce milieu artistique. Mais *Aix-Abrupto* est surtout une dénonciation de la pourriture politicienne d'une ville raciste qui efface ses graffitis et dissimule ses ratonnades pendant la durée du festival, pour se donner une image respectable. Même si les politiciens continuent à fricoter avec le milieu. Tous ces éléments ne doivent pas faire oublier une action très bien menée. Un bon polar, mais vous l'aviez deviné !

Les revues de roman noir sont plutôt rares, c'est pourquoi il faut saluer les efforts de la revue *Asphalte* qui en est à son troisième numéro. Au sommaire : un dossier sur Dashiell Hammett, des articles sur J.-B. Pouy, -ky, Quemeneur, et de courts récits...

Yves B.

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire (27 F).

Bibliographie sommaire

PARMI les titres encore disponibles, citons tout d'abord « Le boucher des Hurlus » (Série noire n° 1881), qui raconte la vengeance du fils d'un mutin de 1917 fusillé « pour l'exemple ». Description sans complaisance de personnages, petits ou grands, en qui la guerre révèle et décuple la bétise crasse, cette histoire est particulière dans l'œuvre de Jean Amila (voir interview). Dans « Jusqu'à plus soif » (Carré noir n° 369), une jeune institutrice arrive en Normandie et se heurte aux bouilleurs de cru, véritable institution populaire. Elle se voit rejetée, tel un chien dans un jeu de quilles. Les chiens, le personnage principal du « Chien de Montargis » (Série noire n° 1930) les hait, au point de les tuer. Mais le lobby canin veille. Deux polars excellent par l'art de la description, et les personnages principaux nous communiquent leur nausée et leur désespoir.

Notons toutefois, dans « Le chien de Montargis » comme dans « Au balcon d'Hiroshima » (Série noire n° 2007), de la complaisance pour le milieu et un certain « machisme ». Ce dernier livre met aux prises un truand en fuite au Japon avec la guerre. Si Amila introduit volontiers l'histoire dans ses livres pour dévoiler les puissants, ceux-ci semblent se venger sur les adaptations de ses œuvres. Ainsi, à la télévision, « Pitié pour les rats ! » (Série noire n° 832) mettait en scène un terroriste d'extrême gauche en rupture avec son organisation, alors que dans le polar il s'agissait d'un terroriste d'extrême droite. Ne parlons pas de l'adaptation de « La lune d'Omaha » (Carré noir n°424), qui retraçait l'itinéraire d'un déserteur américain lors du débarquement de Normandie, ceux qui ont eu le malheur de voir le téléfilm doivent absolument lire le livre (la trahison est complète). Ils ne savent pas lire à la télévision ?

A. Miami

NOTE DE LECTURE

« Les gardes rouges » de Hua Linshan

LE livre de Hua Linshan est comme un coup de vent qui nous élargit l'horizon révolutionnaire. Il nous transporte d'abord dans un autre monde, celui de l'immense Chine. Il nous ramène à quelques années de là : au moment de la Révolution culturelle (1966-1968), vingt ans déjà ! Il nous livre enfin un témoignage de première main, sans complaisance.

Hua Linshan était l'un de ces gardes rouges, membre de cette jeunesse lycéenne, étudiante et ouvrière que Mao Ze-don lança à l'assaut du Parti communiste chinois afin de consolider son propre pouvoir. Rescapé quasi miraculeusement de la vague de répression qui suivit, Hua Linshan qui avait mis corps et âme dans le mouvement ne put que s'enfuir à Hong-Kong en 1974.

Aujourd'hui, il raconte. De toute évidence, ses blessures morales sont loin d'être guéries, on le sent à chaque page, presqu'à chaque paragraphe. Mais cela n'enlève pas sa nouvelle lucidité.

Il fallut l'insistance de ses amis restés en Chine, qu'il retrouva au cours d'un récent voyage, pour qu'il se décidât à écrire : preuve, finalement, qu'en Chine même le souffle qui anima la Révolution culturelle n'est pas tout à fait mort. Ce n'est pas l'aspect le moins remarquable de ce livre, qui nous entraîne bien au-delà des mérites intrinsèques (valeur historique, rigueur du témoignage) que les différents critiques ont déjà soulignés.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : d'une véritable révolution, que les manipulations de Mao, le poids du système totalitaire ou les blocages idéologiques (respect du marxisme-léninisme) et psychiques (vénération pour Mao) des gardes rouges ne peuvent masquer. Il est encore difficile de l'interpréter correctement : on y retrouve des accents de la « Troisième Révolution », que les insurgés de Cronstadt appelaient de leurs vœux dans la Russie de 1920 (révocation, mandatement et contrôle des responsables, principes de fonctionnement imités de la Commune de Paris). On y sent la percée d'une véritable classe ouvrière, nouvelle dans la Chine, jusque-là complètement rurale. On y devine l'effondrement proche du régime sous les coups d'une arriération économique.

Une fois encore, la question paysanne s'est révélée déterminante. Hua Linshan nous montre au second plan une masse rurale miséreuse, affamée, ahurie, insensible aux mots d'ordre radicaux des gardes rouges, résignée face à des millénaires d'exploitation et pour laquelle les nouveaux maîtres communistes ne sont pas différents des anciens seigneurs de la guerre. Voilà qui nous change des maoïstes fanatisés ou des tiers-mondistes complaisants, de ces refrains nous murmurant « *pas de liberté peut-être, mais les Chinois ne sont plus morts de faim grâce à Mao* » ! Loin de se révolter les paysans se rangeront derrière les plus forts, les maîtres. C'en est fait de la Révolution.

Le nouveau régime

On aurait pu croire que le nouveau régime avait au moins élevé le niveau culturel de la population. En fait, la tradition féodale faite d'obéissance et fondée sur le pouvoir de l'écriture, de ceux qui savaient lire et écrire, s'accomode très bien des délires totalitaires du système de pensée et de pouvoir marxiste-léniniste. Elle y survit. Elle s'y confond. On comprend mieux pourquoi les anarchistes de Hong-Kong affectionnent les références au *1984* d'Orwell lorsqu'ils parlent de la Chine. L'idéogramme, le signe est roi. Plus de logique du sens. Seul l'illogique de l'interprétation, de celui qui en décide triomphe. L'écriture, le *Quotidien du Peuple*, le télégramme du comité central, le slogan, le dazibao et la calligraphie sont tout puissants.

On peut faire ainsi une véritable lecture sémiologique de la Révolution culturelle, de ses slogans, du livre de Hua Linshan lui-même. Chaque mot d'ordre jeté par Mao était repris par les uns et les autres, mais dans des perspectives complètement opposées. La gauche pouvait être un jour étiquetée de conservatrice, le lendemain de révolutionnaire, parfois sur la même phrase.

Les adversaires des principes de la Révolution culturelle pouvaient qualifier ses partisans de réactionnaires, et vice-versa. Chacun pouvait se référer à tel ou tel texte de Mao, le disséquer et bâtir toute une ligne politique. Jusqu'aux groupes adverses qui utilisaient la même dénomination de « garde rouge », qui se réclamaient tous deux du comité central, qui jouaient sur la lecture des idéogrammes comme les chrétiens interprètent la *Bible* à volonté !

La dictature du verbe

Cette dictature du verbe et de la lettre impose partout une absence résolue — parce que consentie — de toute autonomie politique : le champ clos est tracé des discours de Mao Ze-dong, des consignes du comité central, et à la rigueur des évangiles de Marx ou de Lénine.

Il est fascinant de voir les gardes rouges effectuer toutes les contorsions intellectuelles, tactiques ou stratégiques possibles et imaginables pour ne pas en dépasser les limites, pour éviter la répression, pour triompher. Il est stupéfiant de les voir échafauder toutes sortes de raisonnements pour tenter de comprendre ou de justifier les reviremements du Grand Timonier, pour esquiver les contradictions qui leur pètent à la figure. On mesure là tout le poids tragique du totalitarisme qui écrase, dès le plus jeune âge, la liberté de penser chez l'individu (les magnifiques premières pages sur l'école !) et qui inculque la foi absolue dans le nouveau Dieu, Mao.

On comprend aussi qu'heureusement cette liberté n'est pas, n'est jamais, totalement annihilée et que sans elle, sans le sentiment de révolte qui l'accompagne, les manœuvres de Mao n'auraient été que du vent, que la Révolution culturelle n'aurait pas existé.

Mao lui-même, fort de son expérience de jeunesse frottée au contact des libertaires, l'a bien compris qui qualifie d'« anarchisme » les déviations des gardes rouges. Malheureusement, ceux-ci ne comprennent pas tout le sens de cette invective — en fait véritable compliment — et n'en exploitent pas toutes les répercutions idéologiques, tactiques, révolutionnaires. Ne serait-ce que pour ça, il faut lire le témoignage de Hua Linshan.

La ligne néo-capitaliste triomphe aujourd'hui en Chine, apportant un peu de bien-être matériel à la population, esquivant le naufrage économique du pays, et donc de sa classe dirigeante. Pour cela, elle s'appuie bien souvent sur les pulsions que la Révolution culturelle a révélées au grand jour. On peut trouver des livres sur l'anarchisme. De petits groupes libertaires se forment actuellement. Une goutte d'espoir dans un océan de résignation ? Un rien ? Mais qu'est-ce que Mao au regard de plusieurs millénaires d'histoire chinoise, de plusieurs milliers de kilomètres carrés d'espace géographique ?

Philippe PELLETIER

Hua Linshan, Les années rouges, *Seuil (L'histoire immédiate), 382 pp.*

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 3 décembre

« 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : commentaires à chaud avec Théophile et Attali (peintre et graveur).
« Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : cinéma et théâtre.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : bilan de la lutte et de la répression antimilitariste avec Jean-Paul Sultot (5e round et toujours pas K.O.).
« Fruit de la passion » (19 h à 20 h 30) : avec Gil Cerisay.
« Les courants d'arts s'envolent... » (20 h 30 à 22 h 30) : avec Zloty Kamien, graffiteur.
« Epsilonia » (22 h 30 à 1 h) : les directs expérimentaux, mixages et créations en direct.

Vendredi 4 décembre

« Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : histoire et renaissance de l'hébreu, avec Michel Masson (linguiste).
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : reçoit, à la veille de la manifestation sur les événements de décembre 1986, Henri Noguères de la Ligue des droits de l'homme, Eric Inciyan du « Monde diplomatique », ainsi que Jérôme Duval et François Rigal qui feront le point un an après.
« Honky Tonk » (22 h à 3 h) : jazz et propos insoumis avec les auditeurs.

Samedi 5 décembre

« Le père peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engeance autoritaire.
« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h) : congrès de la fédération métaux et mines C.F.D.T. ; enjeux et pratique des prud'hommes.
« De bouche à orteils » (14 h à 16 h 30) : Louis Capart et Daniel Vachée sont invités à l'occasion de leur spectacle au T.L.P.-Déjazet le lundi 7 décembre.
« Coup de cœur » (17 h 30 à 18 h 30) : marketing et produit social, avec André Fossourier.
« Médecine et santé » (18 h 30 à 20 h 30) : agrobiologie et équilibre.

Dimanche 6 décembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission mensuelle de country bluegrass.
« Fondu au noir » (17 h à 18 h 30) : le père Noël a les yeux bleux, avec J.-M. Barjolt et Françoise Lebrun (cinéastes).
« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : est invité Alexandre Skirda, pour son livre « Autonomie individuelle et force collective » (il sera également l'invité du forum de la librairie du Monde libertaire, le samedi 12 décembre à 16 h).
« Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : émission sur le fantastique.
« Uk'Amau » (22 h 30 à 1 h) : les indiens de l'Alberta organisent le boycott des Jeux olympiques de Calgary.

Lundi 7 décembre

« Informations » (7 h à 9 h) : revue de presse.
« Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : dossiers chauds.
« Croisière sur le Golfe » (17 h à 18 h 30) : magazine culturel, historique et politique sur le golfe Persique.
« Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson.
« Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.
« Onde noire » (24 h à 2 h) : l'univers musical et culturel jamaïcain.

Mardi 8 décembre

« Informations » (7 h à 9 h) : revue de presse.
« Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
« Micro-climat » (18 h à 19 h 30) : un accident nucléaire doublé d'un accident chimique. Quels problèmes ? Quelles prévisions ? avec Roger Belbeoch, physicien.
« La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : parole aux associations.
« Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité proposée par des militants de la C.N.T.-A.I.T.

Mercredi 9 décembre

« Micro-musique » (7 h à 10 h) : flashs et infos.
« Le petit observatoire de la désinformation » (10 h à 12 h) : désinformations de la semaine.
« Y a-t-il un spectateur dans la salle ? » (12 h 30 à 13 h 30) : théâtre.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : avec le docteur Yves Cachin (les cancers professionnels, ça vous travaille !).
« Les damnés de la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : à propos du Nicaragua (« la côte atlantique »).
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : rock et fanzine.

SEMAINE NATIONALE DES RADIOS NON COMMERCIALES

Pour J.-P. Kauffmann et les otages du Liban

A l'initiative de Radio-Libertaire, de nombreuses stations non commerciales s'associent pour diffuser une émission animée entre autres par Joëlle Kauffmann et un représentant de la Ligue des droits de l'homme.

Cette émission aura pour thèmes principaux : la situation des otages ; le rôle de la politique française au Moyen-Orient ; l'influence des ventes d'armes aux pays belligérants sur le sort des otages. Première diffusion, en direct : mardi 1er décembre, à 20 h 30, sur l'antenne de Radio-Libertaire (89.4 MHz, Paris).

Diffusion, dans la semaine du 1er au 7 décembre, sur (liste non limitative) : Radio Aligre (93.1 MHz), à Paris ; Radio Alpes Mancelles (95.8 MHz), à Fresnet-sur-Sarthe ; Agora F.M. (87.7 MHz), à Grasse ; Radio Bocage (96.5 MHz), à Moulins ; Radio Calade (100.6 MHz), à Villefranche-sur-Saône ; Radio Canut (102.2 MHz), à Lyon ; Radio Campus (99.6 MHz), à Lille ; Radio Charpennes Tonkin (99.3 MHz), à Villeurbanne ; Radio Contact (91.5 MHz), à Saint-Dié ; Radio Canal Sud (92.6 MHz), à Toulouse ; Radio Dio (89.6 MHz), à Saint-Etienne ; Radio Ellebore (95.8 MHz), à Chambéry ; Radio Galère (89.2 MHz), à Marseille ; Radio Gribouille (99.7 MHz), à Angers ; Radio Grenouille (88.8 MHz), à Marseille ; Radio Gué Mozot (92 MHz), à Ruft-sur-Moselle ; Radio Mega (99.2 MHz), à Valence ; Radio Ondaine (91 MHz), à Firminy ; Ondes F.M.R. (96.9 MHz), à Bernay ; P.F.M. Arras (93.8 MHz), à Arras ; Radio Pluriel (91.9 MHz), à Saint-Priest ; Radio Visages (100.9 MHz), à Château-Thierry.

Secrétariat de Radio-Libertaire

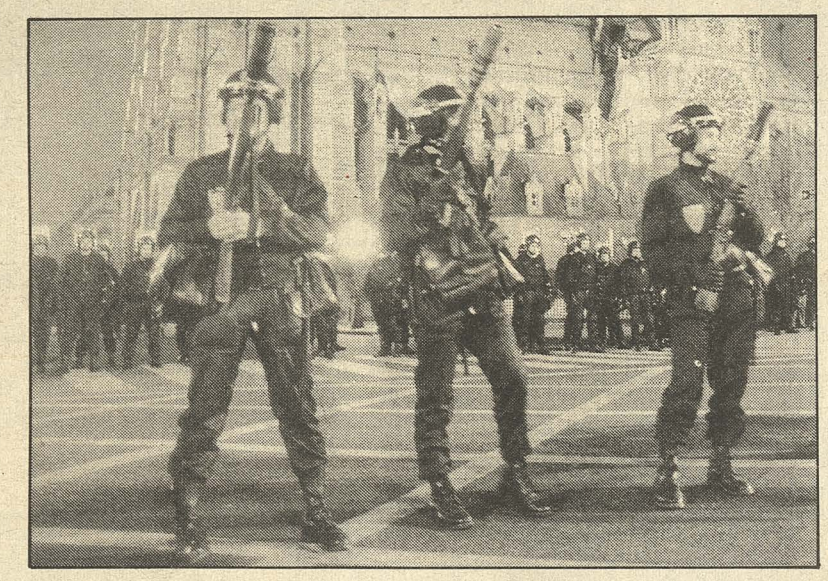
INTERVIEW DE FRANÇOIS RIGAL ET DE MAURICE DUVAL

Sur les violences policières

L'ANNÉE dernière, étudiants et lycéens obtenaient le retrait de la loi Devaquet et de la loi Monory. Mais la maigreur du budget signifie le retour de la sélection par l'argent (déjà largement entamée sous la gauche, par l'augmentation impressionnante des droits d'inscription dans leur globalité). La réaction lycéenne, et surtout étudiante, aux restrictions budgétaires, n'est pas aussi franche que l'année dernière. En vue de la résolution de ce problème, des lycéens et étudiants de la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (C.L.É.A.) vous proposent leurs réflexions (lire pages 4 et 12).

Enfin, nous reproduisons des extraits de l'« Emission spéciale » du samedi 28 novembre 1987 (sur Radio-Libertaire, 89.4 MHz), animée par Philippe. François Rigal, grièvement blessé le 4 décembre 1986, aux Invalides, et Maurice Duval, membre du Comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986, débattent de l'appel lancé par le comité des familles. Estimant illusoires et susceptibles d'induire en erreur de futures victimes de la violence policière, l'exigence d'« *une police mieux recrutée, mieux formée* », la Fédération anarchiste appelle à manifester avec le comité des familles le 5 décembre, mais ne signe pas l'appel.

La rédaction



— **Philippe :** *Quel était l'état d'esprit des lycéens et des étudiants lorsqu'ils sont arrivés sur l'esplanade des Invalides le 4 décembre 1986 ?*

— **François Rigal :** Leur état d'esprit est très bien rendu par leur slogan, le plus débile que j'ai jamais entendu, c'est-à-dire : « *C.R.S. avec nous, vos enfants sont des étudiants* ». (...) Après les premiers tirs tendus, il n'y avait plus grand monde pour raconter ce genre de conneries. Leur conception était très apolitique, sans aucune conscience politique. Ce qui a eu des avantages : ils ont résisté aux tentatives de récupération...

— **P. :** *Maurice, tu étais venu au mois de janvier 1987 (voir le* Monde libertaire *n° 647, du 22 janvier 1987). Le comité affichait quelques buts : essayer de trouver les responsables et surtout ne pas perdre la mémoire.*

— **Maurice Duval :** Ceux qui ont tiré précisément n'ont pas été trouvés. A part deux qu'on a identifiés comme étant les assassins de Malik Oussekine. Les autres ne sont pas identifiés pour une raison simple : le parquet fait obstruction aux affaires, il bloque les choses. Et c'est une des raisons de notre manifestation, que nous organisons le 5 décembre (...).

— **P. :** *Pourquoi cette manifestation du 5 décembre ?*

— **M. D. :** D'abord pour rappeler ce qui s'est passé (...), pour exiger le déblocage des procès par le parquet. Et puis nous voulons, nous exigeons, la dissolution des brigades motorisées, les voltigeurs. Je ne suis pas sûr que le gouvernement actuel entendra notre requête. Mais le Parti socialiste a signé notre appel, et s'il repassait demain au pouvoir, et que sur notre appel figure la demande de dissolution des Pelotons de voltigeurs motorisés (P.V.M.), on pourrait lui demander qu'il les dissolve. A mon avis, nous devrions arriver à l'obtenir, ce qui semble important parce que ces brigades sont la violence dans leur essence même (...).

Il me semble absolument indispensable que se mettent en place dans ce pays des commissions, des comités, appelez-les comme vous voudrez, qui réfléchissent sur la violence policière d'une façon générale, et pas seulement sur la défensive, mais aussi sur le plan de la construction. Construire quelque chose, c'est impératif. La leçon du mouvement de l'année dernière, que nous devons tirer, c'est qu'ils ont gagné. Même si la facture a été éminemment lourde, ils ont gagné pour deux raisons : ils ont réussi à faire l'unité, et ça c'est fondamental, et deuxièmement il ont visé un but et un seul, très précis. C'est ce que nous faisons jusqu'à présent à propos des violences policières dans les manifestations (...).

— **P. :** *Le tract du comité des familles exige une police mieux recrutée, mieux formée.*

— **M. D. :** (...) Autant l'utopie me semble être une lanterne qui peut nous guider sur les chemins, et c'est quelque chose de nécessaire, autant elle ne doit pas mettre d'obstacles à la lutte concrète. Et je crois qu'aujourd'hui exiger la dissolution de la police dans son ensemble, ça n'est pas réalisable (...).

— **P. :** *Il n'a jamais été question, pour nous, d'exiger la dissolution de la police (dans l'état actuel du mouvement social), mais d'apporter une réflexion différente sur le rôle de la police. Et faire la part entre une bonne police et une mauvaise police nous semble beaucoup plus utopique.*

— **M. D. :** (...) Supprimer la police en ce moment, ce n'est pas réalisable (...). Ça ne me semble pas souhaitable parce que c'est risquer, dans l'état actuel des choses, des viols et des assassinats à tous les coins de rues. Les individus ne sont pas encore arrivés à la maturité qui permettrait de supprimer la police. Et puis il y a une deuxième objection, qui est bien plus importante pour moi (...). Quand on considère l'Homme, il y a dans sa personnalité des pulsions, des instincts. La psychanalyse a bien montré ça (...). Et si ces choses-là ne sont pas réprimées de l'extérieur, il faut que l'individu les réprime de l'intérieur (...). Je préfère voir des flics avec des matraques, plutôt que de voir des individus avec un flic dans la tête (...).

Aujourd'hui, il faut arriver à changer les petits bouts de société que nous pouvons changer. Nous nous battons sur le problème des violences policières. Les flics sont recrutés n'importe comment. (...) D'autre part, je crois qu'on pourrait former ces gens-là (...). Pour moi, la formation de la police ce n'est pas seulement apprendre à tirer. Avant d'apprendre à tirer, il faut former la pensée des gens qui détiennent une arme (...).

— **P. :** *Nous prenons en compte le problème de ce qu'on appelle marginalité ou déviance, mais ce qui me semble dangereux dans ce passage de l'appel (à propos du recrutement et de la formation de la police), c'est d'occulter ce que représente la police. La police ne fait pas partie intégrante de la société, mais est tout à fait en dehors. C'est un appareil d'Etat.*

Deuxièmement, c'est faire croire qu'il peut y avoir une bonne police. C'est faire fi également du rôle que joue la police pour essayer de « maintenir l'ordre ». Si quelqu'un peut entrer dans la police avec un état d'esprit autre que celui des brutes que nous avons vu le 4 décembre 1986, il y a quand même un facteur très important qui est la soumission à l'autorité, à l'ordre reçu (...). Le policier l'exécute ou ne l'exécute pas. S'il ne l'exécute pas, il va se retrouver face à un processus de sanctions (...).

Le Parti socialiste est signataire de ce tract, alors que M. Joxe a modernisé la police et, entre autres, le corps des voltigeurs. Si ceux-ci ont eu les nouvelles motos Honda, c'est grâce au fric donné par M. Joxe. Qui a fait descendre les C.R.S. dans la rue par trois, avec un fusil de guerre, c'est M. Joxe. Loïc Lefebvre l'a payé de sa vie, William Normand aussi. L'idéologie sécuritaire n'a pas attendu 1986 pour se développer (...). Les voltigeurs ont déjà servi en 1983 contre les étudiants en médecine (lors de manifestations dirigées par la droite et l'extrême droite) (...).

Quand les voltigeurs sont intervenus dans le quartier Latin, ils ont fait pratiquement la même chose que le soir de la mort de Malik Oussekine. Ils sont rentrés dans les cafés pour tabasser, ils ont blessé également les promeneurs, qui n'étaient pas des manifestants. Ça c'est passé en 1983, sous la gauche (...). Faire la part entre bonne et mauvaise police, c'est faire croire qu'il peut y avoir une bonne police, une police qui ne frappera pas. Et je suis persuadé que le jour où un gouvernement de gauche reviendra au pouvoir, des François Rigal il y en aura beaucoup. Et ils auront été induits en erreur par ce genre de tract.

— **M. D. :** C'est à nous de nous battre avec beaucoup d'énergie pour éviter qu'il y ait de nouveaux François Rigal. A partir du moment où le Parti socialiste a signé ce tract (...), il a un petit peu pris un engagement (...).

— **P. :** *Si tous les hommes politiques tenaient leurs promesses...*

Propos recueillis par le comité de rédaction

Manifestation

Manifestation du samedi 5 décembre 1987 : rendez-vous à 14 heures au métro du Luxembourg. Adresse du Comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986 : c/o Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

ÉTUDIANTS

Un an après...

(Suite de la première page)

rant leur rôle technique achevé, « l'équipe gagnante » fut reconduite par un vote massif (selon un membre de l'Union des étudiants communistes [U.E.C.] : « *On ne change pas une équipe qui gagne* »).

Dès cet instant on poúvait savoir que l'orientation finale serait imposée par l'U.E.C., ce que prouva le débat. Une motion de la fac de Villetaneuse, soutenue par l'U.E.C., proposait un bureau national, dont les pouvoirs n'étaient pas définis. Elle s'opposait à une autre motion réclamant une structure fédérale d'information et une inter-fac plus représentative, afin de ne pas constituer une stucture nationale décisionnelle en décalage avec les étudiants.

La présidence de scéance s'attribuant des pouvoirs de décision dans l'orientation du débat, cela se ressentit dans l'unité du mouvement. Le vote final donna les résultats suivants : 83 voix pour la motion de Villetaneuse, 32 pour la motion fédéraliste et 2 abstentions (17 délégués ne participèrent pas au vote, car ils n'étaient pas mandatés sur cela).

Suivirent quelques amendements, dont l'un interdisant toute négociation avec le gouvernement. La nouvelle structure, le Bureau national de liaison, compte quinze étudiants (dont certains de l'ancien comité d'organisation de la manifestation du 26). Avec cette réunion, c'est la souris qui accouche d'une montagne : les délégués réprésentant quelques milliers d'étudiants en lutte active donnent les pleins pouvoirs à quinze personnes, dont la plupart sont des militants politiques du même parti.

Les anarchistes et les indépendants continueront à se battre dans les assemblées générales pour que les mandats soient respectés, que l'information circule réellement, et que les structures dont se dote le mouvement aient un caractère fédéraliste.

Nicolas, Gaël et Laurent de la C.L.É.A.

MOUVEMENT ÉTUDIANT

D'hier à aujourd'hui

L'ANNÉE dernière les lycéens et les étudiants, unis, obtenaient le retrait du projet Devaquet et l'arrêt des consultations sur le projet Monory... Au départ l'U.N.E.F.-I.D. de Villetaneuse décida de lancer une grève, le lundi 17 novembre 1986, sans espérer un mouvement massif. Mais, lors des états généraux du 22 novembre, toutes les facs parisiennes étaient en grève, se dotant de comités de grève. Ces structures recevaient des mandats impératifs qui permettaient de limiter les « initiatives » des personnes mandatées. En province, une quarantaine de facs suivent le mouvement.

La tentative de récupération du mouvement par le P.S., l'essoufflement du mouvement dans sa deuxième semaine furent enrayés par l'arrivée des lycéens (et plus encore des lycées professionnels). Et c'est avec une nouvelle force que le mouvement manifeste le 27 novembre dans chaque ville (200 000 à Paris).

Mais les « inorganisés » (non-affiliés à une organisation) se heurtent aux magouilles des politiciens de tous bords pour dominer la Coordination nationale du 2 décembre et les suivantes. Malgré ces problèmes la manifestation du 4 décembre réunit un million de personnes à Paris. L'irresponsabilité du service d'ordre conjuguée aux actions des agents provocateurs et à la répression policière du soir, et des jours suivants, font des centaines de blessés (certains très grièvement) et un mort.

Devant le mécontentement croissant, l'Etat retire le projet Devaquet et celui de Monory. Le fond du projet Devaquet, la sélection par le fric et la privatisation des institutions universitaires se réalise petit à petit, à coup de décrets et de circulaires. Citons ici le décret Valade sur le C.N.O.U.S. (1) qui tend à privatiser les C.R.O.U.S. (2), et la circulaire Monory appelant à la suppression des filières économiquement non rentables. La parité étudiant/Etat dans le ticket de Restaurant universitaire fut supprimée à la rentrée 1983. Le pourcentage d'étudiants boursiers est passé de 13% en 1981 à 11% en 1984, pour atteindre 9,5% en 1986. La cotisation à la Sécurité sociale étudiante a augmenté de 165 F en 1982 à 450 F en 1985. Et en 1982 commença la hausse des droits d'inscription (qui n'avaient pas bougé depuis 1968). Alors le soutien unanime de la gauche lors du mouvement de 1986 est des plus risibles.

Cette année, le gouvernement asphixie les universités qui, dépourvues d'argent devront sélectionner, sous couvert d'orientation, et trouver des investissements privés. Ce n'est pas un hasard si les budgets de la répression sont en constante augmentation. Etudiants, lycéens et travailleurs, nous sommes tous embarqués dans la même galère. A nous de prendre la barre !

CHRISTOPHE (C.L.É.A.-Marseille)
LAURENT (C.L.É.A.-Créteil)

(1) Centre national des œuvres universitaires et sociales.
(2) Centre régional des œuvres universitaires et sociales.